

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Troisième trimestre de 2019

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos », « Société Canadian Tire » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur CT REIT » et le « secteur Services Financiers ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les enseignes de détail de la Société, soit Canadian Tire, PartSource, la Division pétrolière, Essence+, Mark's, Mark's Work Warehouse, L'Équipeur, Helly Hansen, SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Pro Hockey Life (« PHL »), National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire, PartSource et PHL, ainsi que les activités de vente au détail d'essence de la Division pétrolière.

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), qui sont exploités sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

Les « marques grand public » désignent les marques détenues par la Société et elles sont gérées par la division des marques grand public du secteur Détail.

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les « Services Financiers » désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »), une société de réassurance des Bermudes.

« Helly Hansen » désigne les entreprises internationales de vente de gros et de détail qui exploitent les marques Helly Hansen et Musto.

« Bon départ » désigne la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Warehouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Mark's, Mark's Work Warehouse et L'Équipeur.

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce PartSource.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

« SportChek » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports ltée, y compris les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce SportChek, Sports Experts, Atmosphere, National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective et qui peuvent constituer de l'« information prospective » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement de ceux prévus ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux entreprises qu'exploite la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou de rendement de l'exploitation ni que les plans et les aspirations financières se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Se reporter à la section 14 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 6 novembre 2019.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du troisième trimestre de 2019 (période de 39 semaines close le 28 septembre 2019) sont comparés aux résultats du troisième trimestre de 2018 (période de 39 semaines close le 29 septembre 2018).

1.5 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). La Société a préparé les états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, au moyen des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes aux normes IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Se reporter à la section 8.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières additionnelles conformes aux PCGR et non conformes aux PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non conformes aux PCGR que la direction estime utiles pour évaluer le rendement de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés.

Les produits, qui sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, sont principalement tirés de la vente de biens aux marchands et aux franchisés Mark's et SportChek, des ventes d'essence par l'entremise de détaillants de la Division pétrolière, de la vente de marchandises aux clients de détail dans les succursales des enseignes Mark's, PartSource et SportChek, de l'entente de partage des coûts et de la marge de la Société avec les marchands, de la vente de services par les Services résidentiels, de la vente de marchandises aux clients par l'entremise d'activités de commerce interentreprises, notamment les activités de commerce de gros d'Helly Hansen, et des ventes réalisées par l'entremise du réseau de ventes en ligne de la Société, ainsi que des intérêts, des frais de service, des commissions d'interchange et d'autres frais, et des produits d'assurance vendus aux détenteurs de cartes de crédit dans le secteur Services Financiers, de même que des loyers payés par des locataires tiers dans le secteur CT REIT.

Des aspirations à l'égard des ventes au détail et du rendement du capital investi dans les activités de détail ont été ajoutées à nos aspirations financières sur trois ans qui prendront fin en 2020. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour connaître les aspirations financières, les hypothèses et les risques connexes.

Se reporter à la section 8.3.1 pour plus d'information sur les ventes au détail, sur le rendement du capital investi dans les activités de détail et sur le rendement des créances. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information sur le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA ») normalisé consolidé, sur les flux de trésorerie liés aux opérations, sur les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et sur le bénéfice d'exploitation net de la Société et pour un rapprochement de ces mesures et avec la mesure conforme aux PCGR la plus semblable.

De plus, la Société considère le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements ainsi que l'incidence de la conversion de devises non liée à l'exploitation (le « BAIIA ajusté ») comme des mesures efficaces de la rentabilité d'Helly Hansen sur le plan de l'exploitation.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

Pour un aperçu de l'entreprise, une présentation complète des secteurs opérationnels Détail, CT REIT et Services Financiers de la Société et une analyse du contexte concurrentiel ayant une incidence sur la Société, se reporter à la section 2 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 décembre 2018 (le « rapport de gestion de 2018 ») qui est disponible en ligne sur le site de la Société (<https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>) et sur SEDAR (www.sedar.com).

3. Aspirations financières sur trois ans (2018 à 2020)

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La Société a établi ses aspirations financières pour les exercices 2018 à 2020. La réalisation de ces aspirations contribuerait à la hausse constante du rendement global pour les actionnaires au cours des trois prochaines années.

Le tableau suivant présente les aspirations financières et une analyse des hypothèses et risques importants sous-jacents qui pourraient avoir une incidence sur la réalisation des aspirations, comme il est présenté dans le tableau ci-dessous. La réalisation de ces aspirations pourrait en outre être touchée par les risques identifiés à la section 12 du rapport de gestion de 2018 de la Société, qui se trouve sur le site Web de la Société à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx> ou sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

<p>1. Croissance des ventes comparables consolidées (excluant la Division pétrolière) de plus de trois pour cent annuellement</p>
<p>Hypothèses importantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apport positif des unités commerciales individuelles à la croissance des ventes comparables consolidées • Croissance des ventes favorisée par des assortiments novateurs et une composition optimale des marques maison et des marques nationales • Engagement des clients au moyen de programmes de fidélisation et de cartes de crédit attrayants • Expansion de la clientèle de toutes les enseignes grâce à la stratégie « Une entreprise, un client » • Attention soutenue accordée à l'optimisation des promotions et des prix
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pression sur les prix exercée par l'intensification de la concurrence de la part de joueurs nouveaux et des joueurs existants dans le marché • Perturbation accélérée des concurrents en cybercommerce • Baisse de la croissance économique, de la confiance des consommateurs et des dépenses des ménages • Mise en place de politiques de commerce extérieur défavorables
<p>2. Croissance annuelle moyenne du BPA dilué de plus de dix pour cent sur trois ans</p>
<p>Hypothèses importantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de l'aspiration relative à la croissance des ventes comparables consolidées contribuant à la réalisation de la croissance du BPA • Mise en œuvre réussie des programmes et des initiatives d'efficacité opérationnelle • Croissance continue des créances moyennes brutes et apport positif au bénéfice du secteur Services Financiers • Aucun changement majeur quant au levier financier et à l'approche de répartition du capital de la Société
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques associés à l'aspiration relative à la croissance des ventes comparables consolidées décrits ci-dessus • Incidence à court terme sur le BPA des initiatives de répartition du capital de la Société, y compris l'incidence potentielle des initiatives de croissance interne et externe conçues pour favoriser une croissance à long terme • Effets négatifs résultant des prix des marchandises défavorables, des fluctuations des taux de change, des politiques étrangères protectionnistes et des modifications législatives • Conjoncture économique ou conditions réglementaires défavorables ayant une incidence négative sur la croissance des créances moyennes brutes et augmentant la volatilité de la correction de valeur des créances sur cartes de crédit • Apport moindre des gains d'efficacité opérationnelle
<p>3. Rendement du capital investi dans les activités de détail de plus de dix pour cent d'ici 2020</p>
<p>Hypothèses importantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des aspirations relatives à la croissance des ventes comparables consolidées et à la croissance annuelle moyenne du BPA dilué • Gestion prudente du fonds de roulement • Approche rigoureuse de sélection des projets et des initiatives de croissance qui permettent d'améliorer la productivité des actifs • Gestion efficace des priorités de répartition du capital de la Société
<p>Risques importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Croissance du bénéfice moins élevée que prévu; se reporter aux risques afférents à l'aspiration relative à la croissance annuelle moyenne du BPA dilué décrits ci-dessus • Incidence à court terme sur le BPA des initiatives de répartition du capital de la Société, y compris l'incidence potentielle des initiatives de croissance interne et externe conçues pour favoriser une croissance à long terme

La direction demeure soucieuse d'atteindre toutes ses aspirations financières d'ici la fin de 2020. L'aspiration relative au rendement du capital investi dans les activités de détail, qui s'est établi à 9,0 pour cent au troisième trimestre de 2019, constitue l'aspiration la plus ambitieuse de la Société.

Efficacité opérationnelle

Depuis le lancement de notre stratégie « Une entreprise, un client », nous avons investi considérablement dans nos enseignes, nos marques, nos talents, notre programme de fidélisation et notre infrastructure numérique afin de mener notre ambitieux plan de croissance à long terme. Ces investissements se sont traduits par un rendement financier solide, une expérience client améliorée et des données essentielles pour répondre aux besoins de nos clients. Mais surtout, nous avons établi le fondement des composantes les plus cruciales de notre stratégie pour stimuler notre croissance à long terme.

Ces investissements, y compris dans nos marques maison, le programme Récompenses Triangle, l'analytique, la livraison à domicile et les améliorations apportées aux magasins physiques, ont permis une hausse substantielle de nos produits. Tandis que ces efforts étaient en cours, en plus de l'attention que nous avons accordée à la réalisation d'économies importantes sur le plan du coût des biens et de l'approvisionnement chez Canadian Tire, nous avons maintenu la plupart de nos processus traditionnels pendant que ces nouvelles façons de faire des affaires font leurs preuves. Nous sommes maintenant en position, comme prévu, de réaliser des gains d'efficacité opérationnelle.

Notre programme d'efficacité opérationnelle visera à réaliser des économies annualisées de plus de 200 millions de dollars d'ici 2022. La direction est déterminée à réaliser ses aspirations financières en 2020 et à favoriser une croissance durable à long terme, et elle estime que ce programme nous permettra :

1. d'éliminer les systèmes et les processus en double au sein de nos enseignes tandis que nous mettons en œuvre notre modèle d'exploitation « Une entreprise »;
2. de favoriser les gains d'efficacité à l'échelle de l'entreprise en mettant hors service notre ancienne infrastructure;
3. de poursuivre notre vaste programme ciblant la réduction des charges internes et externes.

Pour soutenir le programme d'efficacité opérationnelle et réaliser des économies, la direction s'attend à engager des coûts non récurrents, comptabilisés trimestriellement à titre d'ajustement au BAIIA, pour des éléments tels que les indemnités de départ, la formation additionnelle, l'élaboration de systèmes et les coûts de fermeture liés à l'immobilier. Nous avons enregistré une première tranche de ces coûts au deuxième trimestre de 2019. La direction pourrait également engager des dépenses d'investissement pour accélérer le programme.

Au cours du trimestre, la Société a comptabilisé un montant de 19,8 millions de dollars pour des indemnités de départ, des coûts liés à la fermeture de magasins et d'autres charges connexes. Le délai de récupération attendu à l'égard de ces charges est d'environ 18 mois. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, la Société a comptabilisé 27,9 millions de dollars pour de telles charges.

4. Performance financière

4.1 Performance financière consolidée

4.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Ventes au détail ¹	3 904,3 \$	3 865,3 \$	1,0 %	11 040,8 \$	10 857,0 \$	1,7 %
Produits	3 636,7 \$	3 631,3 \$	0,1 %	10 217,7 \$	9 927,0 \$	2,9 %
Marge brute en dollars	1 228,6 \$	1 222,8 \$	0,5 %	3 370,8 \$	3 293,3 \$	2,4 %
Marge brute en pourcentage des produits	33,8 %	33,7 %	11 pb	33,0 %	33,2 %	(19) pb
Autres charges (produits)	17,9 \$	(4,7) \$	(481,7) %	(15,4) \$	(23,5) \$	(34,5) %
Frais de vente, généraux et administratifs	832,3	870,9	(4,4) %	2 493,8	2 528,7	(1,4) %
Charges financières nettes	71,5	43,4	64,5 %	200,8	106,8	87,9 %
Bénéfice avant impôt	306,9 \$	313,2 \$	(2,0) %	691,6 \$	681,3 \$	1,5 %
Impôt sur le résultat	79,2	81,9	(3,2) %	162,7	176,5	(7,8) %
Taux d'imposition effectif	25,8 %	26,1 %		23,5 %	25,9 %	
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	(1,6) %	528,9 \$	504,8 \$	4,8 %
Bénéfice net attribuable aux :						
Actionnaires de la Société Canadian Tire	197,2 \$	203,8 \$	(3,2) %	444,3 \$	437,8 \$	1,5 %
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	27,5	10,3 %	84,6	67,0	26,1 %
	227,7 \$	231,3 \$	(1,6) %	528,9 \$	504,8 \$	4,8 %
BPA de base	3,20 \$	3,16 \$	1,4 %	7,18 \$	6,70 \$	7,2 %
BPA dilué	3,20 \$	3,15 \$	1,5 %	7,17 \$	6,68 \$	7,4 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :						
De base	61 619 653	64 519 606	n.s. ²	61 861 892	65 312 977	n.s. ²
Dilué	61 678 957	64 683 997	n.s. ²	61 930 350	65 514 421	n.s. ²

1. Mesures clés de rendement opérationnel. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés de 2018 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Services Financiers				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20,0 % (2018 – 20,0 %)	15,8 \$	18,9 \$	45,8 \$	43,2 \$
CT REIT				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 30,7 % (2018 – 14,5 %)	13,2	7,0	36,1	20,4
Filiale du secteur Détail				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 50,0 % (2018 – 50,0 %)	1,5	1,6	2,7	3,4
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5 \$	27,5 \$	84,6 \$	67,0 \$

Éléments de normalisation

Les résultats d'exploitation comprennent deux éléments de normalisation pour l'exercice en cours et deux éléments de normalisation pour l'exercice précédent :

- les coûts de 2,3 millions de dollars engagés au troisième trimestre de 2019 relativement à l'acquisition de Party City au Canada;
- les coûts de 8,1 millions de dollars engagés au deuxième trimestre de 2019 et de 19,8 millions engagés au troisième trimestre de 2019 relativement au programme d'efficacité opérationnelle pour des indemnités de départ, des coûts liés à la fermeture de magasins et d'autres charges connexes;
- les coûts non récurrents de 17,3 millions de dollars engagés au deuxième trimestre de 2018 liés au déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes;
- les coûts de 5,3 millions de dollars engagés au deuxième trimestre de 2018 et de 22,4 millions engagés au troisième trimestre de 2018 dans le cadre de l'acquisition d'Helly Hansen.

Le tableau suivant résume les montants avant impôt des éléments de normalisation qui sont inclus dans les résultats des périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Poste des états financiers :				
Coût des activités génératrices de produits				
Coût des ventes de stocks	— \$	5,0 \$	— \$	5,0 \$
Frais de vente, généraux et administratifs				
Charges liées au personnel	13,2	3,0	19,0	3,0
Autres	8,9	14,4	11,2	37,0
	22,1 \$	22,4 \$	30,2 \$	45,0 \$

Lorsque cela est indiqué, les résultats financiers normalisés pour tenir compte des éléments susmentionnés ont été présentés. Le bénéfice « normalisé » et le BPA dilué « normalisé » mentionnés dans les résultats financiers reflètent les résultats d'exploitation excluant les éléments ci-dessus. Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Coût des activités génératrices de produits normalisé	2 408,1 \$	2 403,5 \$	0,2 %	6 846,9 \$	6 628,7 \$	3,3 %
Marge brute normalisée	1 228,6	1 227,8	0,1 %	3 370,8	3 298,3	2,2 %
Taux de la marge brute normalisé	33,8 %	33,8 %	0 pb	33,0 %	33,2 %	(20) pb
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	810,2	853,5	(5,1) %	2 463,6	2 488,7	(1,0) %
Bénéfice avant impôt normalisé	329,0	335,6	(2,0) %	721,8	726,3	(0,6) %
Bénéfice net normalisé	243,8	252,1	(3,3) %	550,9	542,2	1,6 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire normalisé	213,3	224,6	(5,0) %	466,3	473,2	(1,5) %
BPA dilué normalisé	3,46	3,47	(0,3) %	7,53	7,22	4,3 %

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

IFRS 16 – Incidence

L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), a eu une incidence sur la présentation de l'information sur la performance financière de la Société en 2019. Certaines charges liées aux contrats de location auparavant comptabilisées dans les coûts d'occupation de façon linéaire sont dorénavant comptabilisées comme amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation et comme charges d'intérêts sur une obligation locative. La dotation à l'amortissement est comptabilisée selon le mode linéaire, tandis que les charges d'intérêts diminuent sur la durée du contrat de location, à mesure que l'obligation locative est remboursée. Comparativement à la méthode comptable antérieure, selon IFRS 16, les charges liées aux contrats de location sont plus élevées pendant la première moitié de la durée du contrat de location, et moins élevées pendant la seconde moitié. Ce changement de rythme de la comptabilisation des charges devrait donner lieu à une variation positive du bénéfice avant impôt d'un exercice à l'autre dans les états financiers consolidés, mais aussi à une variation négative d'un exercice à l'autre pour le secteur Détail. La modification du classement des charges entraîne une hausse du BAIIA. IFRS 16 donne également lieu à un changement de la présentation des produits et des charges liés à certains contrats de sous-location de nos magasins franchisés SportChek, qui sont maintenant présentés dans les produits financiers sur les créances locatives et dans les charges financières sur les obligations locatives.

Le tableau suivant présente l'incidence estimée de l'adoption d'IFRS 16.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	T3 2019 Résultats consolidés	Cumul annuel T3 2019 Résultats consolidés	Explication
Poste des états financiers :			
Produits et marge brute	(5) \$	(16) \$	Produits locatifs des franchises maintenant comptabilisés comme produits d'intérêts
Loyer/coût d'occupation	(95)	(284)	Loyer maintenant présenté comme amortissement et charges d'intérêts
Dotation à l'amortissement	62	185	Liée aux actifs au titre de droits d'utilisation
Charges financières nettes – sur les obligations locatives	24	71	Charges d'intérêts du contrat de location, déduction faite des produits d'intérêts
Bénéfice avant impôt	4	12	Incidence avant impôt nette d'IFRS 16

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et les charges d'intérêts sur les obligations locatives sont présentés aux notes 13 et 14, respectivement, des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le tableau suivant présente une analyse d'un exercice à l'autre des coûts d'occupation et des coûts liés aux contrats de location présentés aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Occupation	97,9 \$	185,9 \$	(88,0) \$	(95) \$	7,0 \$
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation/actifs loués en vertu de contrats de location-financement ¹	64,7	2,3	62,4	62	0,4
Charges financières nettes liées aux contrats de location ¹	24,7	1,7	23,0	24	(1,0)
	187,3 \$	189,9 \$	(2,6) \$	(9) \$	6,4 \$

1. Des montants de 2,3 millions de dollars et de 1,7 million sont liés à l'amortissement et aux charges financières au titre des actifs/passifs visés par des contrats de location-financement conformément à IAS 17.

(en millions de dollars canadiens)	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Occupation	313,7 \$	554,8 \$	(241,1) \$	(284) \$	42,9 \$
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation/actifs loués en vertu de contrats de location-financement ¹	192,5	7,3	185,2	185	0,2
Charges financières nettes liées aux contrats de location ¹	76,2	5,4	70,8	71	(0,2)
	582,4 \$	567,5 \$	14,9 \$	(28) \$	42,9 \$

1. Des montants de 7,3 millions de dollars et de 5,4 millions sont liés à l'amortissement et aux charges financières au titre des actifs/passifs visés par des contrats de location-financement conformément à IAS 17.

Au cours du trimestre, les coûts d'occupation et les coûts liés aux contrats de location ont augmenté d'environ 6,4 millions de dollars en excluant l'incidence d'IFRS 16. Se reporter à l'analyse des résultats du secteur Détail à la section 4.2.1 pour une explication de la hausse des coûts d'occupation et des coûts liés aux contrats de location.

Se reporter à la section 8.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur l'adoption d'IFRS 16.

Résultats consolidés du troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Sommaire des résultats

Le BPA dilué présenté s'est établi à 3,20 \$ pour le trimestre, une augmentation de 0,05 \$ par action, ou 1,5 pour cent. Le BPA dilué normalisé s'est établi à 3,46 \$ pour le trimestre, une diminution de 0,3 pour cent. Cette diminution est attribuable aux avantages comptabilisés en 2018 liés à la modification de l'estimation de la direction relativement à la valeur actualisée des recouvrements réguliers et à la réduction de la correction de valeur additionnelle des créances sur prêts au sein du secteur Services Financiers, ainsi qu'à la hausse des pertes de change non liées à l'exploitation comptabilisées par Helly Hansen en 2019 au sein du secteur Détail. L'incidence de ces éléments représente 0,53 \$ par action d'un exercice à l'autre. En excluant ces éléments, le BPA a augmenté d'un exercice à l'autre en raison de la croissance solide de l'exploitation au sein des secteurs Détail et Services Financiers.

La croissance des produits du secteur Détail a été solide, en hausse de 1,2 pour cent en excluant la Division pétrolière, toutes les enseignes ayant enregistré une croissance. La hausse du taux de la marge brute a été principalement stimulée par la composition favorable des articles et par les stratégies de prix chez Canadian Tire, ainsi que par la baisse des charges d'exploitation, partiellement contrebalancées par la hausse des pertes de change non liées à l'exploitation comptabilisées par Helly Hansen en 2019 et par l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, qui a donné lieu à une hausse du bénéfice avant impôt.

Le bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers a diminué de 17,4 pour cent en raison des éléments susmentionnés. En excluant l'incidence de ces éléments, le bénéfice avant impôt du secteur Services Financiers a augmenté de 14,0 pour cent, principalement en raison de la hausse des produits liée à la croissance des créances d'un exercice à l'autre.

La baisse du taux d'imposition effectif, les rachats d'actions effectués dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société et l'adoption d'IFRS 16 ont également eu une incidence positive sur le BPA, qui a été partiellement contrebalancée par la diminution de la participation dans CT REIT.

Impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif a diminué pour s'établir à 25,8 pour cent comparativement à 26,1 pour cent à l'exercice précédent, principalement en raison des coûts de transaction non déductibles engagés en 2018 et de la hausse de la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT, partiellement contrebalancés par l'augmentation de la charge liée aux options sur actions non déductible au cours de la période. Se reporter à la section 7, Questions fiscales, du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Cumul annuel consolidé de 2019 par rapport au cumul annuel consolidé de 2018

Le cumul annuel du bénéfice net consolidé attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 6,5 millions de dollars, ou 1,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. Le cumul annuel du bénéfice net normalisé attribuable aux propriétaires de la Société a diminué de 6,9 millions de dollars, ou 1,5 pour cent. Les éléments relatifs au troisième trimestre susmentionnés et la diminution de la participation dans CT REIT ont eu une incidence importante sur le rendement d'un exercice à l'autre normalisé, partiellement compensés par le rendement opérationnel positif des secteurs Détail et Services Financiers.

Depuis le début de l'exercice, les produits ont augmenté de 2,9 pour cent, ce qui comprend une baisse de 7,9 pour cent pour la Division pétrolière. En excluant la Division pétrolière, les produits ont augmenté de 4,9 pour cent, ce qui a été favorisé par toutes les enseignes du secteur Détail et par les frais de carte de crédit accrus comptabilisés au sein du secteur Services Financiers.

4.1.2 Mesures clés de rendement opérationnel consolidées

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société	197,2 \$	203,8 \$	(6,6) \$	3 \$	(9,6) \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé ¹	213,3	224,6	(11,3)	3	(14,3)
BAIIA ² normalisé ¹	564,0	479,5	84,5	90	(5,5)
BAIIA ² normalisé ¹ en pourcentage des produits, en excluant la Division pétrolière ³	16,5 %	14,0 %	250 pb	289 pb	(39) pb

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA et du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire pour plus d'information à ce sujet.

3. Les produits excluent la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.

(en millions de dollars canadiens)	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société	444,3 \$	437,8 \$	6,5 \$	9 \$	(2,5) \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé ¹	466,3	473,2	(6,9)	9	(15,9)
BAIIA ² normalisé ¹	1 406,4	1 154,6	251,8	268	(16,2)
BAIIA ² normalisé ¹ en pourcentage des produits, en excluant la Division pétrolière ³	14,6 %	12,1 %	250 pb	307 pb	(57) pb

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA et du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire pour plus d'information à ce sujet.

3. Les produits excluent la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.

En excluant la Division pétrolière et l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le BAIIA en pourcentage des produits normalisé a diminué d'environ 39 points de base. Cette diminution est attribuable aux avantages comptabilisés en 2018 liés à la modification de l'estimation de la direction relativement à la valeur actualisée des recouvrements réguliers et à la réduction de la correction de valeur additionnelle des créances sur prêts au sein du secteur Services Financiers, ainsi qu'à la hausse des pertes de change non liées à l'exploitation comptabilisées par Helly Hansen en 2019 au sein du secteur Détail.

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, cette mesure a diminué de 57 points de base principalement en raison de la baisse du taux de la marge brute favorisée par les secteurs Détail et Services Financiers.

4.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important. Au premier trimestre, les Services Financiers amènent le plus grand apport au bénéfice consolidé. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017
Produits	3 636,7 \$	3 686,6 \$	2 894,4 \$	4 131,7 \$	3 631,3 \$	3 480,8 \$	2 814,9 \$	3 915,5 \$
Bénéfice net	227,7	203,8	97,4	278,2	231,3	174,4	99,1	295,4
BPA de base	3,20	2,87	1,12	4,00	3,16	2,39	1,18	4,12
Bénéfice net normalisé ¹	243,8	209,7	97,4	328,2	252,1	191,0	99,1	295,4
BPA dilué	3,20	2,87	1,12	3,99	3,15	2,38	1,18	4,10
BPA dilué normalisé ¹	3,46	2,97	1,12	4,78	3,47	2,61	1,18	4,10

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

4.2 Rendement du secteur Détail

4.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Ventes au détail ¹	3 904,3 \$	3 865,3 \$	1,0 %	11 040,8 \$	10 857,0 \$	1,7 %
Produits	3 296,3 \$	3 309,9 \$	(0,4) %	9 220,6 \$	8 996,6 \$	2,5 %
Marge brute en dollars	1 023,0 \$	1 002,1 \$	2,1 %	2 771,6 \$	2 710,7 \$	2,2 %
Marge brute en pourcentage des produits	31,0 %	30,3 %	76 pb	30,1 %	30,1 %	(7) pb
Autres (produits)	(13,3) \$	(38,1) \$	(64,8) %	(110,5) \$	(122,0) \$	(9,4) %
Frais de vente, généraux et administratifs	802,1	868,6	(7,6) %	2 403,6	2 500,2	(3,9) %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	63,6	4,9	n.s. ²	182,3	(7,1)	n.s. ²
Bénéfice avant impôt	170,6 \$	166,7 \$	2,3 %	296,2 \$	339,6 \$	(12,8) %

1. Mesure clé de rendement opérationnel. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Incidence d'IFRS 16

Comme il est expliqué à la section 4.1.1, l'adoption d'IFRS 16 devrait donner lieu à une variation négative du bénéfice avant impôt d'un exercice à l'autre et une variation positive du BAIIA au sein du secteur Détail d'un exercice à l'autre. Le tableau suivant présente l'incidence estimée de l'adoption d'IFRS 16 sur le secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens) augmentation/(diminution)	T3 2019 Résultats consolidés	Cumul annuel T3 2019 Résultats consolidés	Explication
Poste des états financiers :			
Produits et marge brute	(5) \$	(16) \$	Produits locatifs des franchises maintenant comptabilisés comme produits d'intérêts
Loyer/coût d'occupation	(180)	(538)	Loyer maintenant présenté comme amortissement et charges d'intérêts
Dotation à l'amortissement	121	360	Liée aux actifs au titre de droits d'utilisation
Charges financières nettes – sur les obligations locatives	58	174	Charges d'intérêts du contrat de location, déduction faite des produits d'intérêts
Bénéfice avant impôt	(4)	(12)	Incidence avant impôt nette d'IFRS 16

Principales mesures normalisées et mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Marge brute en dollars normalisée ¹	1 023,0 \$	1 007,1 \$	15,9 \$	(5) \$	20,9 \$
Marge brute en pourcentage des produits normalisée ¹	31,0 %	30,4 %	60 pb	(15) pb	75 pb
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹	780,0	851,2	(71,2)	(59)	(12,2)
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	192,7	189,1	3,6	(4)	7,6
BAIIA ² normalisé ¹	459,8	277,6	182,2	175	7,2
BAIIA ² normalisé ¹ en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière ³	14,8 %	8,4 %	640 pb	628 pb	12 pb
Rendement du capital investi	9,0 %	8,9 %	10 pb	—	10 pb

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA et du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire pour plus d'information à ce sujet.

3. Les produits excluent la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.

(en millions de dollars canadiens)	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Marge brute en dollars normalisée ¹	2 771,6 \$	2 715,7 \$	55,9 \$	(16) \$	71,9 \$
Marge brute en pourcentage des produits normalisée ¹	30,1 %	30,2 %	(10) pb	(17) pb	7 pb
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹	2 373,4	2 473,7	(100,3)	(178)	77,7
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	326,4	371,1	(44,7)	(12)	(32,7)
BAIIA ² normalisé ¹	1 115,0	634,1	480,9	522	(41,1)
BAIIA ² normalisé ¹ en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière ³	12,7 %	6,6 %	610 pb	671 pb	(61) pb

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA et du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire pour plus d'information à ce sujet.

3. Les produits excluent la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.

4.2.2 Mesures clés de rendement opérationnel du secteur Détail

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Secteur Détail – Total						
Croissance des ventes au détail	1,0 %	4,4 %		1,7 %	4,6 %	
Croissance des ventes au détail, excluant la Division pétrolière	2,7 %	2,6 %		3,4 %	2,8 %	
Croissance des ventes comparables consolidées ¹	2,7 %	2,5 %		3,4 %	2,8 %	
Produits ²	3 296,3 \$	3 309,9 \$	(0,4) %	9 220,6 \$	8 996,6 \$	2,5 %
Produits, excluant la Division pétrolière	2 791,8 \$	2 759,1 \$	1,2 %	7 794,5 \$	7 448,7 \$	4,6 %
Rendement du capital investi dans les activités de détail ³	9,0 %	8,9 %		s.o.	s.o.	
Ventilation du secteur Détail						
Canadian Tire						
Croissance des ventes au détail ⁴	2,7 %	2,4 %		3,5 %	3,1 %	
Croissance des ventes comparables ^{1, 4}	2,4 %	2,2 %		3,3 %	2,9 %	
Ventes par pied carré ⁵ (au dollar près)	437 \$	424 \$	3,1 %	s.o.	s.o.	
Produits ^{2, 6}	1 813,2 \$	1 781,8 \$	1,8 %	5 184,3 \$	5 087,3 \$	1,9 %
SportChek						
Croissance des ventes au détail ⁷	3,8 %	1,6 %		3,2 %	0,6 %	
Croissance des ventes comparables ^{1, 7}	4,6 %	2,2 %		4,0 %	1,8 %	
Ventes par pied carré ⁸ (au dollar près)	304 \$	298 \$	2,0 %	s.o.	s.o.	
Produits ²	543,3 \$	528,5 \$	2,8 %	1 416,9 \$	1 390,9 \$	1,9 %
Mark's						
Croissance des ventes au détail ⁹	0,9 %	6,4 %		2,9 %	3,8 %	
Croissance des ventes comparables ^{1, 9}	1,2 %	6,1 %		3,0 %	3,5 %	
Ventes par pied carré ¹⁰ (au dollar près)	360 \$	353 \$	1,6 %	s.o.	s.o.	
Produits ^{2, 11}	266,6 \$	265,5 \$	0,4 %	798,0 \$	778,2 \$	2,5 %
Helly Hansen						
Produits ²	211,7 \$	181,7 \$	16,5 %	451,1 \$	181,7 \$	n.s. ¹²
Produits – Canada ²	65,8 \$	25,2 \$	161,1 %	99,1 \$	25,2 \$	n.s. ¹²
Produits – étranger	145,9 \$	156,5 \$	(6,8) %	352,0 \$	156,5 \$	n.s. ¹²
Division pétrolière						
Croissance du volume des ventes d'essence en litres	(1,4) %	(1,1) %		0,1 %	(0,7) %	
Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins semblables en litres ¹	(1,1) %	(1,7) %		0,3 %	(1,3) %	
Croissance des ventes au détail	(7,7) %	15,1 %		(7,1) %	14,7 %	
Produits ²	504,5 \$	550,8 \$	(8,4) %	1 426,1 \$	1 547,9 \$	(7,9) %
Marge brute en dollars	46,2 \$	47,2 \$	(1,9) %	127,5 \$	138,3 \$	(7,8) %

1. La croissance des ventes comparables exclut la Division pétrolière. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes comparables.

2. Les produits présentés pour Canadian Tire, SportChek, Mark's, la Division pétrolière et Helly Hansen comprennent les produits intersectoriels. Le total des produits de Canadian Tire, de SportChek, de Mark's, de la Division pétrolière et d'Helly Hansen ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.

3. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois sur une base normalisée. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

4. La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les magasins Canadian Tire, PartSource et PHL, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.

5. Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.

6. Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource, de PHL et de Franchise Trust.
7. La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.
8. Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
9. La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales et les magasins franchisés Mark's, mais exclut les produits tirés des services connexes de retouches et de broderie.
10. Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les ventes dans les succursales et les magasins franchisés et excluent les produits tirés des services connexes. Les ventes par pied carré ne comprennent pas la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
11. Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's, les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés des activités de commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.
12. Non significatif étant donné qu'Helly Hansen a été acquis le 3 juillet 2018, de sorte que la période comparative ne comprend que trois mois d'activités.

4.2.3 Aperçu du réseau des enseignes de détail

Nombre de magasins et superficie de l'aire de vente	28 septembre 2019	29 septembre 2018	29 décembre 2018
Nombre consolidé de magasins			
Magasins Canadian Tire			
Groupe détail Canadian Tire ¹	504	501	503
Autres ²	101	105	105
Nombre total de magasins Canadian Tire	605	606	608
Magasins SportChek			
SportChek	193	194	194
Sports Experts	101	101	105
Atmosphere	66	65	66
Autres	43	48	44
Nombre total de magasins SportChek	403	408	409
Magasins Mark's/L'Équipeur ¹			
Mark's	334	337	337
L'Équipeur	45	47	47
Autres	2	2	2
Nombre total de magasins Mark's/L'Équipeur	381	386	386
Postes d'essence Canadian Tire	296	298	297
Nombre total de magasins³	1 685	1 698	1 700
Superficie de l'aire de vente consolidée⁴ (en millions de pieds carrés)			
Canadian Tire ²	22,6	22,4	22,5
SportChek	7,5	7,4	7,5
Mark's	3,6	3,6	3,6
Total de la superficie de l'aire de vente⁴	33,7	33,4	33,6

1. Le nombre de magasins reflète les points de vente individuels; ainsi, le nombre total de magasins Canadian Tire et Mark's comprend les magasins occupant le même bâtiment.
2. Les autres enseignes de Canadian Tire comprennent PartSource et PHL.
3. Le nombre de magasins ne comprend pas les magasins de détail acquis dans le cadre de l'acquisition des droits canadiens de la marque Paderno et d'Helly Hansen.
4. La superficie de l'aire de vente exclut les espaces en location dans les dépanneurs de la Division pétrolière.

Le nombre de magasins a diminué, passant de 1 700 à la fin de 2018 à 1 685 à la fin du troisième trimestre de 2019, principalement en raison de la fermeture de magasins et de l'optimisation du réseau puisque certains contrats de location de magasin sont arrivés à échéance.

Résultats du secteur Détail au troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt a augmenté de 3,9 millions de dollars, ou 2,3 pour cent. Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 3,6 millions de dollars, ou 1,9 pour cent. Le bénéfice avant impôt a bénéficié des livraisons accrues chez Canadian Tire et de la croissance des ventes de SportChek et de Mark's. Ces facteurs ont été contrebalancés par la hausse des pertes de change non liées à l'exploitation comptabilisées par Helly Hansen en 2019 et par l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.

Ventes au détail

Les ventes au détail consolidées ont augmenté de 1,0 pour cent, ce qui comprend une baisse de 7,7 pour cent pour la Division pétrolière. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail consolidées ont augmenté de 2,7 pour cent. Les ventes comparables consolidées ont augmenté de 2,7 pour cent. Le rendement des ventes a reflété la croissance des ventes dans les trois enseignes.

Les ventes au détail de Canadian Tire ont augmenté de 2,7 pour cent et les ventes comparables, de 2,4 pour cent, en raison de la croissance des ventes dans les catégories des articles de jardinage, la peinture, les outils pour l'extérieur et les articles d'entretien automobile, partiellement contrebalancée par les catégories d'articles pour la maison et l'environnement et d'articles de décoration.

Les ventes au détail de SportChek ont augmenté de 3,8 pour cent, tandis que les ventes comparables ont augmenté de 4,6 pour cent. Les ventes ont profité d'une solide saison de la rentrée des classes, de l'introduction de nouvelles catégories, des niveaux de stocks plus favorables dans des catégories clés et de l'exécution réussie de diverses activités promotionnelles. Les catégories des chaussures, des accessoires et des vêtements de sport ont connu le meilleur rendement. La croissance des marques maison est demeurée solide au cours du trimestre, particulièrement pour Helly Hansen. SportChek a continué de profiter d'une croissance considérable des ventes de cybercommerce.

Les ventes au détail de Mark's ont augmenté de 0,9 pour cent et les ventes comparables, de 1,2 pour cent, par rapport au troisième trimestre de 2018 qui déjà avait été extrêmement solide, avec des hausses des ventes au détail et des ventes comparables de 6,4 pour cent et de 6,1 pour cent, respectivement, par rapport à 2017. Les catégories des vêtements et des chaussures tout-aller pour hommes et pour femmes ont enregistré le meilleur rendement au cours du trimestre. Les ventes au détail de Mark's ont également profité de la croissance des ventes de cybercommerce.

Les ventes au détail de la Division pétrolière ont diminué de 7,7 pour cent, principalement en raison d'une baisse des prix de l'essence par litre d'un exercice à l'autre, des volumes d'essence et des ventes de produits autres que de l'essence.

Produits

Les produits ont diminué de 13,6 millions de dollars, ou 0,4 pour cent. En excluant l'incidence de la Division pétrolière, les produits du secteur Détail ont augmenté de 1,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète la hausse des livraisons aux marchands Canadian Tire et l'augmentation des produits de SportChek et Mark's. La croissance considérable des produits d'Helly Hansen chez SportChek et chez Mark's a favorisé la croissance de 161,1 pour cent de leurs produits canadiens, tandis que les magasins de détail ont constitué leurs stocks pour la saison automne-hiver. Sur une base consolidée, ces produits ne sont comptabilisés que lorsque les articles sont vendus au client de détail final, de sorte qu'il y a un délai dans la comptabilisation de ces produits au sein du secteur Détail. La baisse des produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen est attribuable à l'incidence sur le change de l'affaiblissement de la couronne norvégienne (« NOK ») et au changement dans le calendrier de comptabilisation des produits qui est passé du quatrième trimestre au troisième trimestre en 2018 par rapport à l'exercice en cours. Sur la base d'un taux de change constant, les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen sont demeurés relativement stables par rapport à 2018 en raison de ce changement de calendrier.

Marge brute

La marge brute en dollars a augmenté de 20,9 millions de dollars, ou 2,1 pour cent, et le taux de la marge brute a augmenté de 76 points de base. En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars du secteur Détail a augmenté de 21,9 millions de dollars, ou 2,3 pour cent, et le taux de la marge brute a augmenté de 37 points de base. La hausse du taux de la marge brute a été principalement stimulée par la composition favorable des articles et par les stratégies de prix chez Canadian Tire, partiellement contrebalancées par la hausse des coûts de transport de SportChek en raison de la croissance des ventes de cybercommerce.

Autres produits

Les autres produits ont diminué de 24,8 millions de dollars, ou 64,8 pour cent, principalement en raison des pertes de change non liées à l'exploitation de 15,8 millions comptabilisées par Helly Hansen pour le trimestre.

Frais de vente, généraux et administratifs et charges financières nettes

Les frais de vente, généraux et administratifs et les charges financières nettes ont diminué de 7,8 millions de dollars, ou 0,9 pour cent. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés et les charges financières nettes ont diminué de 12,5 millions de dollars, ou 1,5 pour cent, principalement en raison des éléments suivants :

- la baisse des charges liées à la rémunération fondée sur des actions favorisée par les fluctuations du cours des actions;
 - la baisse des frais de marketing;
- partiellement contrebalancées par :
- la hausse des coûts d'occupation résultant principalement de nouvelles constructions chez Canadian Tire.

Cumul annuel de 2019 du secteur Détail par rapport au cumul annuel de 2018

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les ventes au détail consolidées ont augmenté de 1,7 pour cent, ce qui comprend une baisse de 7,1 pour cent pour la Division pétrolière. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail consolidées ont augmenté de 3,4 pour cent. La croissance des ventes dans toutes les enseignes de détail reflète les solides offres d'articles et la réussite des campagnes promotionnelles. Les produits ont augmenté de 2,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice avant impôt a diminué de 43,4 millions de dollars, ou 12,8 pour cent. Le bénéfice avant impôt normalisé a diminué de 44,7 millions de dollars, ou 12,0 pour cent. Les incidences favorables de la croissance des ventes brutes ont subi l'incidence défavorable de l'entente de partage des coûts et de la marge de la Société avec ses marchands au cours du premier semestre de l'exercice. Le bénéfice avant impôt normalisé a subi l'incidence négative des pertes de change non liées à l'exploitation de 10,6 millions de dollars comptabilisées par Helly Hansen au cours de la période et de la hausse des charges financières, partiellement contrebalancées par une charge non récurrente de 16,9 millions liée à l'amortissement accéléré comptabilisé à l'exercice précédent et par l'apport d'Helly Hansen.

4.2.4 Risques d'entreprise du secteur Détail

Dans le cours normal des activités, le secteur Détail est exposé à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, le risque lié à l'interruption de la chaîne d'approvisionnement, le risque lié à la saisonnalité, le risque environnemental, le risque lié au prix des marchandises, le risque lié à l'obsolescence du marché et le risque lié à l'approvisionnement mondial. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, se reporter à la section 7.2.4 du rapport de gestion de 2018 de la Société. Se reporter également à la section 12.2 de ce même rapport pour une analyse d'autres risques à l'échelle de l'industrie et de la Société auxquels nous sommes exposés.

4.3 Rendement du secteur Services Financiers

4.3.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Produits	343,0 \$	325,6 \$	5,3 %	1 001,1 \$	937,1 \$	6,8 %
Marge brute en dollars	188,7	209,8	(10,1) %	550,7	546,5	0,8 %
Marge brute (en pourcentage des produits)	55,0 %	64,4 %	(942) pb	55,0 %	58,3 %	(331) pb
Autres charges (produits)	0,9	(0,1)	n.s. ¹	1,4	(0,9)	n.s. ¹
Frais de vente, généraux et administratifs (Produits financiers nets)	79,1 (0,2)	78,3 (0,3)	1,0 % (22,7) %	233,2 (0,7)	247,8 (0,8)	(5,9) % (9,7) %
Bénéfice avant impôt	108,9 \$	131,9 \$	(17,4) %	316,8 \$	300,4 \$	5,5 %

1. Non significatif.

Principales mesures normalisées – Services Financiers

	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹	79,1 \$	78,3 \$	1,0 %	233,2 \$	234,3 \$	(0,5) %
Bénéfice avant impôt normalisé ¹	108,9	131,9	(17,4) %	316,8	313,9	0,9 %

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

4.3.2 Mesures clés du rendement opérationnel du secteur Services Financiers

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	7,9 %	11,4 %		6,2 %	9,9 %	
Créances moyennes brutes	6 324,0 \$	5 909,5 \$	7,0 %	6 205,3 \$	5 736,0 \$	8,2 %
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ² (en milliers)	2 126	2 074	2,5 %	2 101	2 008	4,6 %
Solde moyen des comptes ² (au dollar près)	2 973 \$	2 848 \$	4,4 %	2 953 \$	2 855 \$	3,4 %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2, 3, 4}	6,01 %	5,39 %		s.o.	s.o.	
Créances sur cartes de crédit en souffrance ^{2, 5} (en souffrance depuis deux mois ou plus)	2,74 %	2,73 %		s.o.	s.o.	
Taux de la correction de valeur ⁶	12,51 %	12,43 %		s.o.	s.o.	
Charges d'exploitation ^{3, 7} (en pourcentage des créances moyennes brutes)	5,04 %	5,82 %		s.o.	s.o.	
Rendement des créances ³	6,63 %	6,88 %		s.o.	s.o.	

1. La croissance des ventes liées aux cartes de crédit exclut les transferts de solde. Représente la variation en pourcentage d'un exercice à l'autre.

2. Portefeuille de cartes de crédit seulement.

3. Les données sont calculées sur 12 mois.

4. La modification de l'estimation de la direction relativement à la valeur actualisée des recouvrements réguliers a eu une incidence favorable de 34 points de base sur le taux de radiation nette lié aux cartes de crédit au troisième trimestre de 2018.

5. Créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

6. Le taux de la correction de valeur pour pertes de crédit a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

7. L'incidence d'IFRS 16 sur cette mesure n'était pas importante.

Résultats du secteur Services Financiers du troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt a diminué de 23,0 millions de dollars, ou 17,4 pour cent, principalement en raison d'une baisse de la marge brute, qui était principalement attribuable aux avantages comptabilisés en 2018 relativement à un montant de 21,4 millions lié à la modification de l'estimation de la direction relativement à la valeur actualisée des recouvrements réguliers et à un montant de 15,0 millions lié à la réduction de la correction de valeur additionnelle des créances sur prêts, facteurs partiellement compensés par une augmentation des produits. En excluant ces incidences, le bénéfice avant impôt a augmenté de 14,0 pour cent.

Produits

Les produits ont augmenté de 17,4 millions de dollars, ou 5,3 pour cent, en raison de l'augmentation des frais de crédit résultant de la croissance des créances moyennes brutes et de l'augmentation des commissions d'interchange, partiellement contrebalancées par la hausse des coûts liés au programme de fidélisation. Les créances moyennes brutes ont augmenté de 7,0 pour cent, favorisées par une croissance du nombre moyen de comptes actifs de 2,5 pour cent et de l'augmentation du solde moyen par compte. La croissance des ventes liées aux cartes de crédit de 7,9 pour cent a également contribué à la hausse des commissions d'interchange.

Marge brute

La marge brute en dollars a diminué de 10,1 pour cent, principalement en raison des éléments susmentionnés. En excluant ces éléments, la marge brute a augmenté de 8,8 pour cent.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les frais de vente, généraux et administratifs sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre.

Cumul annuel de 2019 du secteur Services Financiers par rapport au cumul annuel de 2018

Les produits ont augmenté de 64,0 millions de dollars, ou 6,8 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des frais de carte de crédit résultant de l'augmentation des créances moyennes brutes, qui a été favorisée par la croissance du nombre moyen de comptes actifs et par la hausse des produits tirés des commissions d'interchange en raison de la vigueur des ventes liées aux cartes de crédit.

Le bénéfice avant impôt s'est établi à 316,8 millions de dollars, une hausse de 16,4 millions, ou 5,5 pour cent. Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 2,9 millions de dollars, ou 0,9 pour cent. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits résultant de la croissance des créances moyennes brutes, partiellement contrebalancée par la hausse du coût des activités génératrices de produits en raison des éléments liés au troisième trimestre susmentionnés. La solide croissance continue résulte de l'engagement accru des clients envers les marques de détail et de l'attention accordée au maintien de comptes de haute qualité afin de gérer le risque de crédit du portefeuille.

4.3.3 Risques d'entreprise du secteur Services Financiers

Dans le cours normal des activités, le secteur Services Financiers est exposé à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, le risque de crédit à la consommation, le risque de financement, le risque de taux d'intérêt et le risque lié à la réglementation. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, se reporter à la section 7.4.3 du rapport de gestion de 2018 de la Société. Se reporter également à la section 12.2 de ce même rapport pour une analyse de la gestion des risques d'entreprise et d'autres risques à l'échelle de l'industrie.

4.4 Rendement du secteur CT REIT

4.4.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Produits tirés des immeubles	121,7 \$	117,7 \$	3,5 %	365,3 \$	353,2 \$	3,4 %
Charges liées aux immeubles	24,2	26,2	(7,5) %	79,3	81,8	(3,1) %
Frais généraux et administratifs	3,0	2,9	3,8 %	10,7	8,8	21,8 %
Charges financières nettes	27,4	26,3	4,3 %	81,7	78,3	4,4 %
Ajustement au titre du (profit) à la juste valeur de marché	(13,0)	(16,8)	(22,9) %	(36,7)	(42,1)	(12,9) %
Bénéfice avant impôt	80,1 \$	79,1 \$	1,3 %	230,3 \$	226,4 \$	1,7 %

Mesures clés de rendement opérationnel du secteur CT REIT

Les mesures clés de rendement opérationnel n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de rendement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	93,9 \$	87,7 \$	7,0 %	275,4 \$	260,3 \$	5,8 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	67,3	62,2	8,3 %	195,1	184,0	6,0 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	57,9	51,9	11,5 %	166,9	153,3	8,9 %

1. Mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Résultats du secteur CT REIT au troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Sommaire des résultats

Le bénéfice avant impôt a augmenté de 1,0 million de dollars, ou 1,3 pour cent, principalement en raison du bénéfice attribuable aux produits générés par des immeubles acquis et par les activités d'aménagement et d'intensification réalisées en 2019 et en 2018, partiellement contrebalancés par une diminution du profit à la juste valeur sur les immeubles de placement et par l'augmentation des charges d'intérêts.

Au troisième trimestre de 2019, CT REIT et l'un des copropriétaires de l'immeuble de Toronto (Canada Square), en Ontario, se sont engagés à accroître leur participation respective dans l'immeuble de 33 pour cent à 50 pour cent. CT REIT comptabilisera une augmentation de sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de la copropriété dans ses états financiers lorsque la transaction aura été conclue.

Produits tirés des immeubles

Les produits tirés des immeubles sont composés des loyers de base, des coûts d'exploitation et des recouvrements d'impôt foncier. Les produits tirés des immeubles ont augmenté de 4,0 millions de dollars, ou 3,5 pour cent, principalement en raison de la hausse des loyers de base liés aux immeubles acquis et des activités d'aménagement et d'intensification réalisées en 2019 et en 2018.

Des produits tirés des immeubles de 121,7 millions de dollars, une tranche de 108,5 millions a été reçue de la Société. Les produits tirés des immeubles reçus de la Société sont de 2,0 pour cent plus élevés que le montant de 106,4 millions de dollars reçu à l'exercice précédent.

Charges liées aux immeubles

Au cours du trimestre, les charges liées aux immeubles se sont établies à 24,2 millions de dollars, une baisse de 2,0 millions, ou 7,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement attribuable à la baisse de la charge liée aux baux fonciers résultant de l'adoption d'IFRS 16, partiellement contrebalancée par les acquisitions d'immeubles en 2019 et en 2018. La majorité des charges liées aux immeubles étant recouvrables auprès des locataires, CT REIT absorbe ces charges dans le cas des locaux inoccupés. Les charges liées aux immeubles sont principalement constituées de l'impôt foncier, des autres charges d'exploitation recouvrables et des charges liées à la gestion immobilière (y compris l'impartition des services de gestion immobilière conformément à la convention de gestion immobilière entre CT REIT et la Société).

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs sont principalement constitués des coûts liés au personnel, des charges liées au statut d'entité ouverte et aux activités courantes et des coûts d'impartition, qui sont essentiellement liés aux services fournis par la Société conformément à la convention de services entre CT REIT et la Société. Les frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des charges liées au personnel résultant des diverses composantes de la rémunération.

Charges financières nettes

Les charges financières nettes sont principalement constituées des distributions sur les parts de société en commandite de catégorie C détenues par la Société et des intérêts sur les débetures. Les charges financières nettes ont augmenté de 1,1 million de dollars, ou 4,3 pour cent, principalement en raison de la hausse des charges d'intérêts sur les obligations locatives résultant de l'adoption d'IFRS 16 et de la diminution des charges d'intérêts inscrites à l'actif relativement à des projets d'aménagement en 2019.

Ajustement à la juste valeur des immeubles de placement

Le profit à la juste valeur sur les immeubles de placement a diminué de 3,8 millions de dollars, ou 22,9 pour cent, principalement en raison des hausses accrues de la valeur d'immeubles dans l'ensemble du portefeuille à l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'est établi à 93,9 millions de dollars, une hausse de 6,2 millions, ou 7,0 pour cent, principalement en raison des acquisitions d'immeubles et des projets d'aménagement d'immeubles réalisés en 2019 et en 2018. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont établis à 67,3 millions de dollars et à 57,9 millions, respectivement. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 5,1 millions de dollars et de 6,0 millions, respectivement, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des acquisitions d'immeubles et des projets d'aménagement d'immeubles réalisés en 2019 et en 2018, partiellement contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

Cumul annuel de 2019 du secteur CT REIT par rapport au cumul annuel de 2018

Les produits tirés des immeubles se sont établis à 365,3 millions de dollars, dont une tranche de 327,1 millions a été reçue de la Société. Les produits tirés des immeubles reçus de la Société sont de 2,5 pour cent plus élevés que le montant de 319,1 millions de dollars reçu à l'exercice précédent. Les charges liées aux immeubles se sont établies à 79,3 millions de dollars, une baisse de 2,5 millions, ou 3,1 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 16, partiellement contrebalancée par les acquisitions d'immeubles en 2019 et en 2018. La majorité des charges liées aux immeubles étant recouvrables auprès des locataires, CT REIT absorbe ces charges dans le cas des locaux inoccupés.

Le bénéfice d'exploitation net s'est établi à 275,4 millions de dollars, une hausse de 15,1 millions, ou 5,8 pour cent, principalement en raison des acquisitions d'immeubles et des projets d'aménagement d'immeubles réalisés en 2019 et en 2018. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont établis à 195,1 millions de dollars et à 166,9 millions, respectivement. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 11,1 millions de dollars et de 13,6 millions, respectivement, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des acquisitions d'immeubles et d'immeubles en cours d'aménagement réalisées en 2019 et en 2018, partiellement contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

4.4.2 Risques d'entreprise du secteur CT REIT

Dans le cours normal des activités, CT REIT est exposée à un certain nombre de risques pouvant éventuellement nuire à son rendement opérationnel. Ces risques comprennent, sans s'y limiter, les risques financiers, les risques liés à la propriété d'immeubles et à la location et les risques d'ordre fiscal. Pour une description des risques propres aux activités des unités commerciales, se reporter à la section 7.3.2 du rapport de gestion de 2018 de la Société, et à la section 12.1 de ce même rapport pour une analyse d'autres risques à l'échelle de l'industrie et de la Société auxquels nous sommes exposés. En outre, se reporter à la section 4 de la notice annuelle de CT REIT et à la section 11, Gestion des risques d'entreprise, du rapport de gestion de CT REIT pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 pour une analyse additionnelle des risques qui ont une incidence sur les activités de CT REIT.

5. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

5.1 Faits saillants du bilan

L'adoption d'IFRS 16 en 2019 a eu une incidence sur les résultats présentés de la Société. Se reporter à la section 8.2 du présent rapport de gestion pour de l'information sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur le bilan consolidé.

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 28 septembre 2019, au 29 septembre 2018 et au 29 décembre 2018 sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	28 septembre 2019	29 septembre 2018	29 décembre 2018
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	226,2 \$	446,4 \$	470,4 \$
Créances sur prêts	5 598,2	5 277,7	5 511,3
Stocks de marchandises	2 611,1	2 395,8	1 997,5
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 275,6	2 265,6	2 272,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 562,9	—	—
Total de l'actif	19 615,4	17 473,2	17 286,8
Passif			
Dépôts	829,8 \$	978,5 \$	964,5 \$
Dépôts à long terme	1 666,5	1 360,7	1 506,7
Emprunts à court terme	909,6	829,1	378,1
Tranche courante des obligations locatives	316,2	—	—
Obligations locatives à long terme	1 861,1	—	—
Tranche courante de la dette à long terme	538,4	787,2	553,6
Dette à long terme	3 978,8	4 038,2	4 000,3
Total du passif	14 320,0	12 378,8	11 871,8

Résultats consolidés d'un exercice à l'autre au 28 septembre 2019 par rapport au 29 septembre 2018

Le total de l'actif a augmenté de 2,1 milliards de dollars, principalement en raison des éléments suivants :

- l'adoption d'IFRS 16 et l'entrée d'actifs au titre de droits d'utilisation pour un montant de 1,6 milliard de dollars;
- une hausse des créances sur prêts résultant de la croissance du portefeuille de cartes de crédit;
- une hausse des stocks de marchandises, principalement chez SportChek, afin d'améliorer les niveaux des stocks en magasin pour répondre aux besoins des clients;

partiellement contrebalancées par :

- une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les raisons expliquées à la section 5.2.

Le total du passif a augmenté de 1,9 milliard de dollars, principalement en raison des éléments suivants :

- l'adoption d'IFRS 16 et l'ajout d'obligations locatives pour un montant de 2,2 milliards de dollars;
- une hausse des dépôts attribuable à l'augmentation nette des dépôts dans des CPG;

partiellement compensées par :

- une diminution nette de la dette (tranches courante et à long terme) en raison des remboursements de 265 millions de dollars et de 500 millions au titre des billets de premier rang et subordonnés de Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») en novembre 2018 et en septembre 2019, respectivement, partiellement contrebalancés par l'émission de billets de premier rang et subordonnés de GCCT pour un montant de 560 millions en juin 2019.

Résultats consolidés au 28 septembre 2019 par rapport au 29 décembre 2018

Le total de l'actif a augmenté de 2,3 milliards de dollars, principalement en raison des éléments suivants :

- l'adoption d'IFRS 16 et l'entrée d'actifs au titre de droits d'utilisation pour un montant de 1,6 milliard de dollars;
- une hausse des stocks de marchandises principalement attribuable à la nature saisonnière des activités, ainsi qu'à l'augmentation du niveau de stocks maintenu chez SportChek dans le but d'améliorer le niveau de stocks en magasin afin de répondre aux besoins des clients;
- une hausse des créances sur prêts résultant de la croissance du portefeuille de cartes de crédit;

partiellement contrebalancées par :

- une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les raisons expliquées à la section 5.2.

Le total du passif a augmenté de 2,4 milliards de dollars, principalement en raison des éléments suivants :

- l'adoption d'IFRS 16 et l'ajout d'obligations locatives pour un montant de 2,2 milliards de dollars;
- une augmentation des emprunts à court terme découlant de la nature saisonnière des activités.

Pour obtenir les détails du bilan, se reporter aux bilans consolidés intermédiaires résumés figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés du troisième trimestre de 2019.

5.2 Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 186,6 millions de dollars au 28 septembre 2019.

Les flux de trésorerie consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les trimestres clos le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'exploitation	(97,1) \$	(80,0) \$	(17,1) \$	53 \$	(70,1) \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(149,1)	(878,1)	729,0	5	724,0
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(147,8)	1 053,0	(1 200,8)	(58)	(1 142,8)
Flux de trésorerie (utilisés) générés au cours de la période	(394,0) \$	94,9 \$	(488,9) \$	— \$	(488,9) \$

(en millions de dollars canadiens)	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018	Variation	Incidence d'IFRS 16	Variation (excluant IFRS 16)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(19,2) \$	0,4 \$	(19,6) \$	206 \$	(225,6) \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(404,7)	(1 141,9)	737,2	13	724,2
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	140,1	1 127,9	(987,8)	(219)	(768,8)
Flux de trésorerie (utilisés) au cours de la période	(283,8) \$	(13,6) \$	(270,2) \$	— \$	(270,2) \$

Résultats consolidés du troisième trimestre de 2019 par rapport au troisième trimestre de 2018

Les flux de trésorerie utilisés par la Société au cours du trimestre se sont établis à 394,0 millions de dollars, comparativement à des flux de trésorerie générés de 94,9 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Activités d'exploitation

Au cours du trimestre, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 97,1 millions de dollars, comparativement à 80,0 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux augmentations du fonds de roulement résultant des différents calendriers de règlement des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des créances clients et autres débiteurs, à la hausse d'achats de stocks, principalement chez SportChek, et à l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, facteurs partiellement compensés par la variation des créances sur prêts.

Activités d'investissement

Au cours du trimestre, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 149,1 millions de dollars, comparativement à 878,1 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent. La diminution des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement est principalement attribuable à l'acquisition d'Helly Hansen au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Activités de financement

Au cours du trimestre, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 147,8 millions de dollars, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 1 053,0 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent. La diminution des flux de trésorerie provenant des activités de financement par rapport à l'exercice précédent découle principalement de l'émission de billets à moyen terme et de billets de premier rang et subordonnés de GCCT totalisant 1,2 milliard de dollars au cours du troisième trimestre de 2018, d'un remboursement de billets de premier rang et subordonnés de GCCT pour un montant de 500,0 millions au troisième trimestre de 2019 et de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16. Ces baisses ont été partiellement compensées par l'émission nette de titres d'emprunt à court terme et par la diminution des dépenses liées au programme de rachat d'actions de la Société.

Cumul annuel consolidé de 2019 par rapport au cumul annuel consolidé de 2018

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie utilisés par la Société se sont établis à 283,8 millions de dollars pour la période, comparativement à 13,6 millions à l'exercice précédent.

Activités d'exploitation

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, en excluant l'incidence d'IFRS 16, ont diminué de 225,6 millions de dollars, principalement en raison des variations du fonds de roulement résultant des différents calendriers de règlement des dettes fournisseurs et autres créditeurs, ainsi que de la hausse d'achats de stocks, principalement chez SportChek, partiellement compensées par la variation des créances sur prêts.

Activités d'investissement

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 737,2 millions de dollars. Cette baisse est principalement attribuable à l'acquisition d'Helly Hansen au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Activités de financement

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie provenant des activités de financement, en excluant l'incidence d'IFRS 16, ont diminué de 768,8 millions de dollars. La baisse par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à l'émission de billets à moyen terme et de billets de premier rang et subordonnés de GCCT totalisant 1,2 milliard de dollars au troisième trimestre de 2018, ainsi qu'au remboursement d'un montant de 500,0 millions au titre des billets de premier rang et subordonnés de GCCT au cours du trimestre. Cette baisse a été partiellement compensée par l'émission nette de titres d'emprunt à court terme et à long terme et par la diminution des dépenses liées au programme de rachat d'actions de la Société.

5.3 Gestion du capital

Afin de soutenir son plan de croissance et de réaliser ses initiatives clés, la Société gère son capital de façon active.

5.3.1 Objectifs en matière de gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La conjoncture économique actuelle n'a pas amené la direction à modifier les objectifs de la Société en matière de gestion du capital.

5.3.2 Capital sous gestion

La Société surveille sa structure du capital en évaluant le ratio de la dette par rapport au bénéfice et gère le service de sa dette et ses autres obligations fixes en faisant un suivi de ses ratios de couverture des intérêts et autres ratios de couverture, et en prévoyant les liquidités générales. Dans le cadre de ce processus, la direction calcule et surveille les paramètres de la dette nette ajustée consolidée. La section 8.3.2 du présent rapport de gestion présente le rapprochement de la dette nette ajustée de la Société au 28 septembre 2019 et des mesures conformes aux PCGR.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses ratios afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation du crédit et d'autres participants du marché sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, la Société était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de ses ententes d'emprunt existantes. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités. CT REIT était conforme à toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018. La Société s'est également conformée à toutes les lignes directrices réglementaires concernant le capital établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada et à son processus interne d'évaluation de la suffisance du capital se rapportant aux activités de la BCT, une banque à charte fédérale, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières établies en vertu de sa convention de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets.

5.4 Investissements

5.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018 ¹	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018 ¹
Immobilier	65,6 \$	73,0 \$	155,3 \$	134,7 \$
Technologies de l'information	27,7	45,3	85,5	102,5
Autres dépenses d'exploitation	18,9	21,8	67,3	49,5
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	112,2	140,1	308,1	286,7
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	19,1	17,1	56,6	93,6
Total des dépenses d'investissement²	131,3 \$	157,2 \$	364,7 \$	380,3 \$

1. Certains chiffres de la période correspondante ont été reclassés afin de refléter la présentation de l'exercice courant.

2. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

Le total des dépenses d'investissement a diminué de 25,9 millions de dollars au cours du trimestre et de 15,6 millions sur une base cumulée depuis le début de l'exercice. En excluant CT REIT, les dépenses d'investissement ont diminué de 27,9 millions de dollars au cours du trimestre en raison de la réduction des dépenses liées aux projets de remplacement de la chaîne d'approvisionnement et des dépenses liées aux améliorations relatives aux TI. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, la hausse de 21,4 millions de dollars était attribuable au volume accru de projets et d'investissements dans des terrains.

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 235,3 millions de dollars au 28 septembre 2019 (2018 – 205,4 millions) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Dépenses d'investissement liées à l'exploitation

Comme il a été annoncé précédemment, la Société s'attend à ce que ses dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles moyennes sur trois ans se situent entre 450 millions de dollars et 500 millions de 2018 à 2020.

Pour l'exercice 2019, la Société s'attend à ce que les dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles tendent vers la partie inférieure de la fourchette annoncée précédemment de 475 millions de dollars à 550 millions.

La Société s'attend à ce que ses dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles de 2020 se situent entre 450 millions de dollars et 500 millions.

Les dépenses d'investissement liées à l'exploitation annuelles et moyennes décrites précédemment ne comprennent pas le coût des acquisitions d'immeubles de tiers par CT REIT, dans le cadre de sa stratégie de croissance, les dépenses d'investissement servant à financer le futur programme d'efficacité opérationnelle ni les dépenses liées à la capacité de distribution.

5.5 Liquidités et financement

Puisqu'elle peut accéder à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités. La Société, CT REIT et la BCT disposent de diverses sources de financement de rechange afin de s'assurer qu'elles ont accès à des liquidités suffisantes afin de remplir leurs obligations financières et de mener à bien leurs plans opérationnels et stratégiques.

Papier commercial

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a établi un programme de papier commercial libellé en dollars américains lui permettant d'émettre des billets à ordre à court terme pour un montant en capital total maximal de 1,0 milliard de dollars américains aux États-Unis. Dans le cadre de ce programme, des fonds peuvent être empruntés, avec des échéances allant de un jour à 270 jours. Les émissions sont effectuées à escompte dans le cadre de ce programme, et les billets auront égalité de rang de paiement avec toutes les obligations non subordonnées et non garanties existantes et futures envers les créiteurs de la Société.

Au 28 septembre 2019, la Société avait du papier commercial d'un montant de 410,0 millions de dollars américains (équivalant à 542,9 millions de dollars canadiens) en cours.

Parallèlement aux émissions de papier commercial de la Société, celle-ci a conclu des dérivés au titre des emprunts afin de couvrir le risque de change associé aux composantes capital et intérêt des emprunts en vertu du programme. La Société n'a pas désigné ces dérivés au titre des emprunts à titre de couvertures aux fins comptables.

Au 28 septembre 2019, GCCT avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 295,3 millions de dollars.

Marges de crédit bancaire consenties

Au cours du trimestre considéré, l'échéance de la marge de crédit bancaire consentie de la Société totalisant 1,975 milliard de dollars a été prorogée en août 2024, et l'échéance de la facilité de trésorerie de GCCT de 300 millions, servant de crédit de sûreté pour les titres de série 1997-1 de son programme de papier commercial adossé à des actifs, a été prorogée en août 2022.

Au 28 septembre 2019, la Société (excluant Helly Hansen et CT REIT) n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie. Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 71,4 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie (180,0 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (309,4 millions de couronnes norvégiennes). CT REIT n'avait aucun emprunt en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie, et la BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie ni de ses facilités d'achat de billets.

Après le 28 septembre 2019, la BCT a prorogé en octobre 2022 l'échéance de sa marge de crédit bancaire consentie totalisant 250,0 millions de dollars, et elle a prorogé en octobre 2022 l'échéance de ses facilités d'achat de billets consenties, permettant l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT pour un montant maximal de 2,0 milliards.

Billets de premier rang et subordonnés

Au deuxième trimestre de 2019, GCCT a émis des billets à terme pour un montant de 560,0 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 6 juin 2024, constitués de billets de premier rang d'un montant en capital de 523,6 millions portant intérêt à 2,28 pour cent par année et de billets subordonnés d'un montant en capital de 36,4 millions portant intérêt à 3,43 pour cent par année.

Au cours du trimestre, GCCT a remboursé des billets de premier rang d'un montant de 472,5 millions de dollars, qui portaient intérêt à un taux de 2,568 pour cent par année, ainsi que des billets subordonnés d'un montant de 27,5 millions, qui portaient intérêt à un taux de 3,068 pour cent par année.

La section 8.5 du rapport de gestion de 2018 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement et les notations du crédit de la Société, ainsi qu'une description des conditions du marché du crédit.

5.5.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

Se reporter à la section 8.5.1.1 du rapport de gestion de 2018 de la Société pour une description des obligations contractuelles au 29 décembre 2018. En raison de l'adoption d'IFRS 16, le classement des contrats de location en tant que contrats de location simple ou de location-financement par le preneur a été éliminé, et tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan sous forme d'actif au titre du droit d'utilisation et d'obligation locative, sauf les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur ou dont la durée totale est de moins de 12 mois. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles qui sont décrites dans le présent document. Au 28 septembre 2019, la Société était d'avis qu'elle avait la capacité de s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, se reporter à la note 34 des états financiers consolidés de 2018 de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements mentionnés ci-dessus est présentée à la note 5 des états financiers consolidés de 2018 de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux qui sont décrits dans le présent document.

6. Capitaux propres

6.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	28 septembre 2019	29 septembre 2018	29 décembre 2018
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (29 septembre 2018 – 3 423 366; 29 décembre 2018 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
58 177 090 actions de catégorie A sans droit de vote (29 septembre 2018 – 60 725 958; 29 décembre 2018 – 59 478 460)	588,6	601,0	591,3
	588,8 \$	601,2 \$	591,5 \$

Chaque année, la Société effectue une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX ») qui lui permet de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote sur le marché libre.

Le 8 novembre 2018, la Société a annoncé son intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant de 300 millions de dollars à 400 millions, en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, d'ici la fin de l'exercice 2019. Le 19 février 2019, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,5 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2019 et le 1^{er} mars 2020.

Le tableau suivant résume les rachats effectués par la Société relativement à l'annonce du 8 novembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)

Intention de rachat d'actions annoncée le 8 novembre 2018	300,0 \$ – 400,0 \$
Actions rachetées en 2018 en vertu de l'annonce du 8 novembre 2018	127,0
Actions rachetées en 2019 en vertu de l'annonce du 8 novembre 2018	189,5
Actions restantes à racheter en 2019 en vertu de l'annonce du 8 novembre 2018	néant – 83,5 \$

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La Société prévoit racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant additionnel de 350 millions de dollars, en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, d'ici la fin de l'exercice 2020, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation pour le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

6.2 Dividendes

La Société a un historique constant en matière d'augmentation de ses dividendes annuels et son ratio de distribution cible est d'environ 30 à 40 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période.

La Société a approuvé une augmentation de son dividende annuel, qui passe de 4,15 \$ à 4,55 \$ par action, et a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 1,1375 \$ par action, une hausse de 0,10 \$, ou 9,6 pour cent, payables le 1^{er} mars 2020 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2020. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

6.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours du trimestre, les contrats livrés sur actions qui couvraient 140 000 options sur actions et unités d'actions au rendement ont été réglés et ont donné lieu à un paiement en trésorerie aux contreparties d'environ 3,0 millions de dollars. Durant le trimestre, la Société a également conclu des contrats à livrer sur 250 000 actions à taux variable à un prix d'achat moyen pondéré de 146,97 \$ afin de compenser son exposition aux options sur actions et unités d'actions au rendement.

7. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a conclu une entente avec le ministère des Finances de l'Ontario relativement au traitement fiscal de produits gagnés par une société liée étrangère de la Société pour les exercices 2004 et 2005. À la suite du règlement, la Société a comptabilisé une économie d'impôt de 3,3 millions de dollars (2018 – néant) et des produits d'intérêts avant impôt gagnés sur le trop-perçu d'impôt de 6,9 millions (2018 – néant).

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif diffèrait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues. Pour une description des éventualités en matière fiscale de la Société, se reporter à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le troisième trimestre de 2019.

Pour la période de 13 semaines close le 28 septembre 2019, l'impôt sur le résultat s'est établi à 79,2 millions de dollars (2018 – 81,9 millions). Pour la période de 13 semaines close le 28 septembre 2019, le taux d'imposition effectif a diminué pour s'établir à 25,8 pour cent (2018 – 26,1 pour cent), principalement en raison de coûts de transaction non déductibles engagés en 2018 et de l'augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT, partiellement contrebalancés par la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible au cours de la période.

Pour la période de 39 semaines close le 28 septembre 2019, l'impôt sur le résultat s'est établi à 162,7 millions de dollars (2018 – 176,5 millions). Le taux d'imposition effectif a diminué pour s'établir à 23,5 pour cent pour la période de 39 semaines close le 28 septembre 2019 (2018 – 25,9 pour cent), principalement en raison des ajustements favorables apportés aux estimations fiscales et des règlements fiscaux des exercices antérieurs, de la baisse des coûts de transaction non déductibles et de l'augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT au cours de la période.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

La direction avait précédemment annoncé le taux d'imposition effectif annuel attendu, excluant l'incidence de la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable, de 25,0 pour cent pour l'exercice 2019. La direction continue de s'attendre à ce que le taux d'imposition s'élève à environ 25,0 pour cent, sous réserve d'ajustements à la charge liée aux options sur actions non déductible au quatrième trimestre. La direction s'attend à ce que le taux d'imposition effectif annuel de l'exercice 2020, excluant l'incidence de la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable, s'établisse à environ 26,0 pour cent.

8. Méthodes et estimations comptables et mesures non conformes aux PCGR

8.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses qui sont censées être raisonnables. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés de 2018 de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'annexe 51-102A1, Rapport de gestion, publiée par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, à l'exception de la correction de valeur pour perte de valeur des créances du secteur Services Financiers. Se reporter à la section 11.1 du rapport de gestion de 2018 de la Société pour une description de cette estimation.

8.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Avec prise d'effet en 2019, la Société a adopté IFRS 16 qui a été publiée en janvier 2016, ainsi que les modifications corrélatives. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilisation par le bailleur prévue par IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives pour tous les contrats de location simple pour lesquels la Société est un preneur. Les actifs et les passifs liés aux contrats de location-financement existants à la date de transition demeurent inchangés. La Société a adopté IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, et l'effet cumulatif de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués au 30 décembre 2018. Les données de l'exercice précédent n'ont pas été ajustées. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour plus d'information sur ces changements.

Le tableau suivant résume les principaux ajustements apportés aux soldes d'ouverture en raison de l'adoption initiale d'IFRS 16.

(en millions de dollars canadiens)	Montants présentés antérieurement en vertu d'IAS 17 au 29 décembre 2018	Ajustements transitoires – IFRS 16	Solde au 30 décembre 2018	Explication
Actif				
Créances clients et autres débiteurs	933,3 \$	14,8 \$	948,1 \$	Tranche à court terme du placement net dans la créance du contrat de location sous forme de contrat de location-financement
Créances à long terme et autres actifs	742,6	85,0	827,6	Tranche à long terme du placement net dans la créance du contrat de location sous forme de contrat de location-financement et radiation des coûts directs initiaux et des soldes de loyer comptabilisés de façon linéaire
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 272,0	(0,7)	2 271,3	Radiation des immobilisations incorporelles liées aux contrats de location à la valeur de marché à la transition
Immeubles de placement	364,7	4,6	369,3	Actif au titre du droit d'utilisation lié aux immeubles de placement comptabilisé à la transition
Immobilisations corporelles	4 283,2	(122,6)	4 160,6	Reclassement des contrats de location-financement et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au titre des biens immobiliers loués dans les actifs au titre de droits d'utilisation
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	1 704,3	1 704,3	Actif au titre du droit d'utilisation comptabilisé à la transition, incluant les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au titre des biens immobiliers loués, les contrats de location-financement en vertu d'IAS 17, les incitatifs aux locataires et les provisions pour contrat déficitaire
Impôt différé	215,8	74,0	289,8	Incidence sur l'impôt différé à la transition
Passif et capitaux propres				
Dettes fournisseurs et autres passifs	2 425,0 \$	(95,1) \$	2 329,9 \$	Soldes de loyer comptabilisés de façon linéaire radiés et incitatifs aux locataires reclassés dans l'actif au titre du droit d'utilisation à la transition
Tranche courante des obligations locatives	—	311,4	311,4	Tranche à court terme de l'obligation locative
Provisions	171,8	(1,1)	170,7	Provisions pour contrat déficitaire reclassées dans l'actif au titre du droit d'utilisation afin d'estimer l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation
Tranche courante de la dette à long terme	553,6	(15,4)	538,2	Tranche à court terme des passifs résultant de contrats de location-financement reclassée dans la tranche courante de l'obligation locative
Obligations locatives à long terme	—	2 034,9	2 034,9	Obligation locative comptabilisée à la transition
Dette à long terme	4 000,3	(92,6)	3 907,7	Tranche à long terme des passifs résultant de contrats de location-financement reclassée dans la tranche à long terme de l'obligation locative
Impôt différé	184,5	(16,1)	168,4	Incidence sur l'impôt différé à la transition
Autres passifs à long terme	872,3	(119,6)	752,7	Incitatifs aux locataires reclassés dans l'actif au titre du droit d'utilisation et radiation des soldes de loyer comptabilisés de façon linéaire
Bénéfices non distribués	3 720,7	(246,9)	3 473,8	Incidence sur les bénéfices non distribués après impôt à la transition de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au moyen de l'approche rétrospective modifiée, de la radiation des soldes de loyer comptabilisés de façon linéaire et des coûts directs initiaux
Participation ne donnant pas le contrôle	1 048,8	(0,1)	1 048,7	Incidence de la transition sur CT REIT et autres parties à la participation ne donnant pas le contrôle

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 28 décembre 2019 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Cependant, compte tenu de récentes réunions de l'IASB, une modification à IFRS 17 et un report de un an de la date de transition sont attendus. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

8.3 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non conformes aux PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières non conformes aux PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons suivantes.

8.3.1 Mesures clés de rendement opérationnel

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés Mark's et SportChek, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les enseignes, et des services fournis dans le cadre de l'offre des Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Les ventes au détail du secteur Détail ont été incluses à titre d'une des aspirations financières de la Société. Les ventes des enseignes du secteur Détail sont décrites dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 4.2.2 du présent rapport de gestion. Les ventes au détail excluent les ventes au détail d'Helly Hansen dans ses magasins de détail.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Ventes comparables

Les ventes comparables sont une mesure utilisée par la direction et qui est également communément utilisée dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. Le calcul comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine et les ventes de cybercommerce. La Société examine également les ventes comparables consolidées, qui comprennent les ventes comparables de Canadian Tire (incluant PartSource et PHL), de SportChek et de Mark's, mais excluent les ventes comparables de la Division pétrolière et d'Helly Hansen. Les ventes comparables et la croissance des ventes au détail de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites plus en détail à la section 4.2.2 du présent rapport de gestion.

En ce qui concerne les ventes comparables des magasins Canadian Tire pour la période correspondante, le calcul ne prend pas en compte les magasins qui ont été rénovés, remplacés ou agrandis et pour lesquels la variation de la superficie dépasse 25 pour cent de la superficie du magasin initial. Le calcul des ventes comparables n'exclut plus ces magasins à compter du premier trimestre de 2019. Le changement de définition n'a pas eu d'incidence significative sur le calcul de cette mesure pour la période considérée et la période correspondante.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites à la section 4.2.2 du présent rapport de gestion.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi dans les activités de détail est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail sur 12 mois par le capital moyen investi. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail, excluant les charges d'intérêts, la dotation à l'amortissement liée aux contrats de location (IFRS 16), le bénéfice intersectoriel, les paiements de loyer minimaux (pour les périodes antérieures à l'adoption d'IFRS 16), les participations ne donnant pas le contrôle et tout élément de normalisation. Le capital investi moyen est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail (excluant les actifs au titre de droits d'utilisation liés à IFRS 16), incluant les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit, moins les passifs courants (excluant les obligations locatives aux termes d'IFRS 16) et les soldes intersectoriels du secteur Détail pour l'exercice considéré et l'exercice précédent. Une aspiration à l'égard du rendement du capital investi du secteur Détail sur trois ans a été incluse dans les aspirations financières de la Société.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur 12 mois.

8.3.2 Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA et BAIIA normalisé consolidés

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes et amortissements normalisé, soit le BAIIA normalisé, avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018. La direction utilise le BAIIA normalisé, qui comprend la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, comme mesure supplémentaire pour évaluer le rendement de ses activités courantes et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris les dépenses d'investissement de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
BAIIA normalisé	564,0 \$	479,5 \$	1 406,4 \$	1 154,6 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Party City – frais connexes à l'acquisition	2,3	—	2,3	—
Programme d'efficacité opérationnelle	19,8	—	27,9	—
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	17,3
Helly Hansen :				
Frais connexes à l'acquisition	—	17,4	—	22,7
Ajustement à la juste valeur des stocks acquis ¹	—	5,0	—	5,0
BAIIA	541,9 \$	457,1 \$	1 376,2 \$	1 109,6 \$
Moins :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ² et les actifs loués en vertu de contrats de location-financement	98,8	98,2	291,3	314,2
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation/actifs loués en vertu de contrats de location-financement	64,7	2,3	192,5	7,3
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	46,8	41,7	124,6	101,4
Charges financières nettes liées aux contrats de location	24,7	1,7	76,2	5,4
Bénéfice avant impôt	306,9 \$	313,2 \$	691,6 \$	681,3 \$
Impôt sur le résultat	79,2	81,9	162,7	176,5
Taux d'imposition effectif	25,8 %	26,1 %	23,5 %	25,9 %
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	27,5	84,6	67,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire	197,2 \$	203,8 \$	444,3 \$	437,8 \$

1. Lié à l'ajustement à la juste valeur des stocks d'Helly Hansen comptabilisé dans le cadre de l'acquisition le 3 juillet 2018.

2. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 se sont chiffrés à 2,6 millions de dollars (2018 – 1,7 million) et à 6,9 millions (2018 – 4,8 millions), respectivement.

BAIIA normalisé du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA normalisé du secteur Détail avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
BAIIA normalisé	459,8 \$	277,6 \$	1 115,0 \$	634,1 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Party City – frais connexes à l'acquisition	2,3	—	2,3	—
Programme d'efficacité opérationnelle	19,8	—	27,9	—
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	3,8
Helly Hansen :				
Frais connexes à l'acquisition	—	17,4	—	22,7
Ajustement à la juste valeur des stocks acquis ¹	—	5,0	—	5,0
BAIIA	437,7 \$	255,2 \$	1 084,8 \$	602,6 \$
Moins :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ² et les actifs loués en vertu de contrats de location-financement	80,3	81,3	239,5	262,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation/actifs loués en vertu de contrats de location-financement	123,2	2,3	366,8	7,3
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	4,8	3,2	3,8	(12,4)
Charges financières nettes liées aux contrats de location	58,8	1,7	178,5	5,3
Bénéfice avant impôt	170,6 \$	166,7 \$	296,2 \$	339,6 \$

1. Lié à l'ajustement à la juste valeur des stocks d'Helly Hansen comptabilisé dans le cadre de l'acquisition le 3 juillet 2018.

2. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 se sont chiffrés à 2,6 millions de dollars (2018 – 1,7 million) et à 6,9 millions (2018 – 4,8 millions), respectivement.

BAIIA ajusté d'Helly Hansen

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes et amortissements ainsi que l'incidence du change et du BAIIA ajusté d'Helly Hansen. La direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure supplémentaire pour évaluer le rendement des activités courantes d'Helly Hansen.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
BAIIA	37,6 \$	29,0 \$	49,8 \$	29,0 \$
Moins :				
Incidence du change non lié à l'exploitation	15,8	0,2	10,6	0,2
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	2,4	1,8	6,3	1,8
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation/actifs loués en vertu de contrats de location-financement	3,3	—	10,0	—
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	1,5	2,5	3,3	2,5
Charges financières nettes liées aux contrats de location	0,6	—	1,9	—
Bénéfice avant impôt	14,0 \$	24,5 \$	17,7 \$	24,5 \$

En raison de l'adoption d'IFRS 16, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, le BAIIA d'Helly Hansen a été plus élevé d'environ quatre millions de dollars et 12 millions, respectivement, qu'il ne l'aurait été en vertu de la norme comptable antérieure.

Marge brute normalisée

Le tableau suivant présente un rapprochement de la marge brute normalisée avec la marge brute, qui est une mesure supplémentaire définie par les PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Marge brute normalisée	1 228,6 \$	1 227,8 \$	3 370,8 \$	3 298,3 \$
Ajout d'éléments de normalisation :				
Helly Hansen – ajustement à la juste valeur des stocks ¹	—	5,0	—	5,0
Marge brute	1 228,6 \$	1 222,8 \$	3 370,8 \$	3 293,3 \$

1. Lié à l'ajustement à la juste valeur des stocks d'Helly Hansen comptabilisé dans le cadre de l'acquisition le 3 juillet 2018.

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	810,2 \$	853,5 \$	2 463,6 \$	2 488,7 \$
Ajout d'éléments de normalisation :				
Party City – frais connexes à l'acquisition	2,3	—	2,3	—
Programme d'efficacité opérationnelle	19,8	—	27,9	—
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	17,3
Helly Hansen – frais connexes à l'acquisition	—	17,4	—	22,7
Frais de vente, généraux et administratifs	832,3 \$	870,9 \$	2 493,8 \$	2 528,7 \$

Marge brute normalisée du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement de la marge brute normalisée du secteur Détail avec la marge brute du secteur Détail, qui est une mesure supplémentaire définie par les PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Marge brute normalisée du secteur Détail	1 023,0 \$	1 007,1 \$	2 771,6 \$	2 715,7 \$
Ajout d'éléments de normalisation :				
Helly Hansen – ajustement à la juste valeur des stocks ¹	—	5,0	—	5,0
Marge brute du secteur Détail	1 023,0 \$	1 002,1 \$	2 771,6 \$	2 710,7 \$

1. Lié à l'ajustement à la juste valeur des stocks d'Helly Hansen comptabilisé dans le cadre de l'acquisition le 3 juillet 2018.

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	780,0 \$	851,2 \$	2 373,4 \$	2 473,7 \$
Ajout d'éléments de normalisation :				
Party City – frais connexes à l'acquisition	2,3	—	2,3	—
Programme d'efficacité opérationnelle	19,8	—	27,9	—
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	3,8
Helly Hansen – frais connexes à l'acquisition	—	17,4	—	22,7
Frais de vente, généraux et administratifs	802,1 \$	868,6 \$	2 403,6 \$	2 500,2 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés des Services Financiers

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés des Services Financiers avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	79,1 \$	78,3 \$	233,2 \$	234,3 \$
Ajout d'éléments de normalisation :				
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	13,5
Frais de vente, généraux et administratifs	79,1 \$	78,3 \$	233,2 \$	247,8 \$

Bénéfice net normalisé

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé et du bénéfice net, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net, une mesure conforme aux PCGR, est une méthode utile permettant d'évaluer le rendement opérationnel sous-jacent de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Bénéfice net normalisé	243,8 \$	252,1 \$	550,9 \$	542,2 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Party City – frais connexes à l'acquisition	1,7	—	1,7	—
Programme d'efficacité opérationnelle	14,4	—	20,3	—
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	12,7
Helly Hansen :				
Frais connexes à l'acquisition	—	16,6	—	20,5
Ajustement à la juste valeur des stocks acquis ¹	—	4,2	—	4,2
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$

1. Lié à l'ajustement à la juste valeur des stocks d'Helly Hansen comptabilisé dans le cadre de l'acquisition le 3 juillet 2018.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires normalisé et bénéfice par action normalisé

La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA de base, qui sont des mesures conformes aux PCGR, pour ces éléments non liés à l'exploitation est une méthode utile permettant d'évaluer le rendement opérationnel sous-jacent de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé et du BPA de base et dilué normalisé avec les mesures conformes aux PCGR correspondantes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2019	BPA	T3 2018	BPA	Cumul annuel T3 2019	BPA	Cumul annuel T3 2018	BPA
Bénéfice net/BPA de base	197,2 \$	3,20 \$	203,8 \$	3,16 \$	444,3 \$	7,18 \$	437,8 \$	6,70 \$
Ajout de l'incidence après impôt des éléments suivants, attribuables aux actionnaires de la Société :								
Party City – frais connexes à l'acquisition	1,7	0,03	—	—	1,7	0,03	—	—
Programme d'efficacité opérationnelle	14,4	0,23	—	—	20,3	0,33	—	—
Déploiement du programme Récompenses Triangle et des cartes de crédit connexes	—	—	—	—	—	—	10,7	0,16
Helly Hansen – frais connexes à l'acquisition et ajustement à la juste valeur ¹	—	—	20,8	0,32	—	—	24,7	0,38
Bénéfice net normalisé/BPA de base normalisé	213,3 \$	3,46 \$	224,6 \$	3,48 \$	466,3 \$	7,54 \$	473,2 \$	7,24 \$
Bénéfice net normalisé/BPA dilué normalisé	213,3 \$	3,46 \$	224,6 \$	3,47 \$	466,3 \$	7,53 \$	473,2 \$	7,22 \$

1. Lié à l'ajustement à la juste valeur des stocks d'Helly Hansen comptabilisé dans le cadre de l'acquisition le 3 juillet 2018.

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures conformes aux PCGR. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

Au 28 septembre 2019

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	39,6 \$	24,9 \$	— \$	14,7 \$
Dépôts à court terme	829,8	—	—	829,8
Dépôts à long terme	1 666,5	—	—	1 666,5
Emprunts à court terme	909,6	614,3	—	295,3
Tranche courante de la dette à long terme	538,4	0,7	37,7	500,0
Dettes à long terme	3 978,8	1 200,1	1 081,3	1 697,4
Dettes	7 962,7	1 840,0	1 119,0	5 003,7
Actifs liquides ¹	(575,5)	(133,7)	(47,7)	(394,1)
Dettes (trésorerie) nettes	7 387,2	1 706,3	1 071,3	4 609,6
Dettes intersociétés	—	(1 535,6)	1 451,6	84,0
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	7 387,2 \$	170,7 \$	2 522,9 \$	4 693,6 \$

1. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Au 29 septembre 2018

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	23,0 \$	21,5 \$	— \$	1,5 \$
Dépôts à court terme	978,5	—	—	978,5
Dépôts à long terme	1 360,7	—	—	1 360,7
Emprunts à court terme	829,1	503,3	33,0	292,8
Tranche courante de la dette à long terme	787,2	15,7	6,6	764,9
Dettes à long terme	4 038,2	1 293,8	1 105,3	1 639,1
Dettes	8 016,7	1 834,3	1 144,9	5 037,5
Actifs liquides ¹	(772,9)	(60,6)	(7,8)	(704,5)
Dettes (trésorerie) nettes	7 243,8	1 773,7	1 137,1	4 333,0
Dettes intersociétés	—	(1 534,9)	1 451,6	83,3
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	7 243,8 \$	238,8 \$	2 588,7 \$	4 416,3 \$

1. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Mesures financières de CT REIT non conformes aux PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé du rendement, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle.

CT REIT évalue son rendement en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions au cours de l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Produits tirés des immeubles	121,7 \$	117,7 \$	365,3 \$	353,2 \$
Moins :				
Charges liées aux immeubles	24,2	26,2	79,3	81,8
Ajustement des produits locatifs comptabilisés de façon linéaire	3,6	4,7	10,6	13,9
Ajustements transitoires – IFRS 16 ¹	—	0,9	—	2,8
Bénéfice d'exploitation net	93,9 \$	87,7 \$	275,4 \$	260,3 \$

1. Le bénéfice d'exploitation net de 2018 a été réduit pour exclure la charge liée aux baux fonciers et la charge comptabilisée de façon linéaire afin de s'assurer que la présentation des données est conforme à celle en vertu d'IFRS 16.

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations et ses flux de trésorerie liés aux opérations ajustés conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les normes IFRS, qui a été publié en février 2019. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ne devraient pas être considérés comme des mesures de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux normes IFRS.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure du rendement opérationnel qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux normes IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajoutent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements à la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de façon linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant le bénéfice net en fonction de tous les ajustements utilisés pour calculer les flux de trésorerie liés aux opérations, ainsi que des ajustements pour tenir compte d'éléments des produits et des charges sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de façon linéaire. Le bénéfice net est également ajusté au moyen d'une réserve servant à préserver la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre. Les réserves au titre des dépenses d'investissement dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2019	T3 2018	Cumul annuel T3 2019	Cumul annuel T3 2018
Bénéfice avant impôt	80,1 \$	79,1 \$	230,3 \$	226,4 \$
Ajustement au titre du (profit) à la juste valeur de marché	(13,0)	(16,8)	(36,7)	(42,1)
Impôt différé	(0,2)	(0,1)	0,1	0,3
Paiements sur le capital des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	(0,1)	—	(0,3)	—
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	0,3	—	1,4	(0,6)
Charges liées à la location interne	0,2	—	0,3	—
Flux de trésorerie liés aux opérations	67,3	62,2	195,1	184,0
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de façon linéaire	(3,6)	(4,7)	(10,6)	(13,9)
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(5,8)	(5,6)	(17,6)	(16,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	57,9 \$	51,9 \$	166,9 \$	153,3 \$

9. Risques et gestion des risques

La Société est exposée à un certain nombre de risques et d'occasions dans le cours normal de ses activités. La gestion efficace des risques est une priorité clé pour la Société afin de soutenir la réalisation de ses stratégies et de ses objectifs d'affaires. La Société a par conséquent adopté un cadre de gestion des risques d'entreprise (le « cadre de GRE ») conçu afin de :

- protéger la Société et sa réputation;
- soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de la Société, y compris ses aspirations financières;
- soutenir la planification et l'exploitation des activités en offrant un point de vue interfonctionnel de la gestion des risques, intégré dans les processus de planification stratégique et de présentation de l'information de toutes les sphères d'activités.

Se reporter à la section 12 du rapport de gestion de 2018 de la Société pour une description complète du cadre de GRE de la Société.

La Société œuvre en faveur d'une culture de gestion des risques solide en favorisant un ensemble commun de valeurs, de croyances, de connaissances et de compréhension des risques. Cette culture est essentielle au soutien du cadre de GRE dans l'ensemble de la Société.

10. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 13 du rapport de gestion de 2018 de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 28 septembre 2019, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

11. Responsabilité environnementale et sociale

11.1 Aperçu

La Société intègre des pratiques commerciales responsables et durables dans ses valeurs, ses activités et sa stratégie. Les prochaines sections présentent des renseignements sur des initiatives, des politiques et des programmes sociaux et environnementaux sélectionnés relatifs aux activités commerciales de la Société.

11.2 Responsabilité sociale : philanthropie d'entreprise

La Société soutient diverses causes sociales, mais la principale bénéficiaire est la Fondation Bon départ de Canadian Tire. Cette organisation caritative indépendante se consacre à aider financièrement les familles en difficulté financière dans les communautés du Canada par le financement des coûts associés à la participation des enfants à des sports organisés et à des activités physiques. Veuillez consulter le site de Bon départ pour plus d'information : <http://bondepart.canadiantire.ca/>.

11.3 Responsabilité sociale : soutien à la communauté

La Société a toujours eu à cœur d'aider les Canadiens à profiter de la vie au Canada. Les entreprises de la famille Canadian Tire sont fières de soutenir des initiatives locales au moyen d'un soutien communautaire et organisationnel, comme le sport amateur, les programmes de prévention des blessures et le secours en cas de catastrophe.

11.4 Responsabilité sociale : pratiques responsables en matière d'approvisionnement

La Société Canadian Tire est l'une des sociétés les plus dignes de confiance au Canada, et afin de maintenir et de renforcer cette confiance, nous exploitons des programmes d'approvisionnement responsable en vertu desquels nos employés, nos fournisseurs et les autres participants de notre chaîne d'approvisionnement doivent agir conformément à nos codes de conduite. Pour plus d'information sur les politiques et les activités de la Société en matière d'approvisionnement responsable, veuillez consulter le site de la Société à l'adresse suivante : <http://corp.canadiantire.ca/FR/ResponsabiliteSociale/ApprovisionnementResponsable/Pages/default.aspx>.

11.5 Responsabilité environnementale

La stratégie en matière de durabilité environnementale de la Société mise sur l'innovation et vise à réaliser des gains de productivité et à tirer des avantages économiques, ainsi qu'à améliorer la performance environnementale et sociale grâce à l'intégration de mesures de durabilité au sein des activités commerciales. Toutes les entreprises de la famille Canadian Tire participent aux efforts dans les domaines suivants :

- Produits : travailler avec les marques maison et les fournisseurs pour s'assurer que les produits sont sécuritaires, bien fabriqués et emballés de façon responsable;
- Transport : favoriser les gains d'efficacité dans l'ensemble du réseau et trouver de nouveaux moyens pour transporter plus de biens tout en consommant moins d'énergie;
- Bâtiments : améliorer continuellement l'efficacité énergétique du portefeuille d'immeubles de la Société et intégrer de nouvelles technologies novatrices dans les prototypes de magasin;
- Déchets : accroître le taux de détournement et réduire les déchets produits pour réduire l'incidence de la Société sur l'environnement.

Le rapport de la Société sur les avantages tirés des initiatives de développement durable et sur son empreinte environnementale annuelle est présenté à la section 14 du rapport de gestion de 2018 de la Société. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter aux rapports de performance de la Société en matière de développement durable de l'entreprise à l'adresse suivante :

<http://corp.canadiantire.ca/FR/ResponsabiliteSociale/BusinessSustainability/Pages/OurProgressReports.aspx>.

12. Filiales

Modification de la participation de la Société dans une filiale

Au cours du trimestre, la Société a réduit sa participation dans CT REIT, qui est passée de 76,1 pour cent à 69,3 pour cent, et CT REIT a conclu un placement de parts sur le capital autorisé pour un produit brut d'environ 150,1 millions de dollars et 90,0 millions, et des coûts de transaction nets de 7,4 millions et de 3,8 millions, respectivement. Par conséquent, un montant de 228,9 millions de dollars a été transféré aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

13. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 1^{er} octobre 2019, la Société a acquis la marque Party City, ainsi que son réseau de magasins, ses effectifs, ses droits de tenure à bail et ses immobilisations corporelles au Canada pour la somme de 174,4 millions de dollars. Party City est une destination de magasinage unique et chef de file pour les articles de fête, et une entreprise spécialisée en articles pour les célébrations saisonnières et microsaisonnières qui réunit 65 magasins de détail dans sept provinces au Canada.

Comme la transaction a été conclue le 1^{er} octobre 2019, à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, la Société n'avait pas suffisamment d'information pour finaliser la comptabilisation du prix d'achat et pour présenter de l'information pro forma sur les produits et le profit ou la perte liés à la transaction.

La Société a engagé des frais connexes à l'acquisition de 2,3 millions de dollars au cours du trimestre au titre des frais juridiques et des honoraires de conseil externes, ainsi que des coûts liés au contrôle diligent. Ces coûts ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et administratifs à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

14. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- les aspirations financières de la Société pour les exercices 2018 à 2020, à la section 3;
- le programme d'efficacité opérationnelle de la Société, y compris l'objectif en matière d'économies annualisées, à la section 3;
- l'incidence d'IFRS 16, à la section 4.1.1;
- les dépenses d'investissement, à la section 5.4.1;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la section 6.1;
- les questions fiscales, à la section 7.

Les déclarations prospectives fournissent de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins.

Certaines déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des

hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les hypothèses importantes et les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, l'efficacité de certaines mesures de rendement, les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans le contexte concurrentiel, les capacités fondamentales de la Société et les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Les attentes de la direction quant au programme d'efficacité opérationnelle sont fondées sur certaines hypothèses liées aux économies de coût et aux gains d'efficacité opérationnelle anticipés. Bien que la Société estime que l'information prospective présentée dans ce document repose sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, une telle information est nécessairement assujettie à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et SportChek de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer des articles de ses marques grand public et ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences et les attentes changeantes des consommateurs envers le cybercommerce, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les effets possibles sur nos activités de conflits internationaux, des contextes politiques et des faits nouveaux, notamment les changements concernant ou touchant les questions économiques et commerciales; g) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, aux modifications de nature législative et réglementaire, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux changements climatiques, aux prix des marchandises et à l'interruption des activités, aux relations de la Société avec les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers et au changement des prises de position faisant autorité en comptabilité actuelles, le risque d'atteinte à la réputation des marques dont la Société fait la promotion et le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; h) la structure du capital, la stratégie de financement, le programme de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société; i) la capacité de la Société à obtenir toutes les approbations réglementaires requises; j) la capacité de la Société à conclure toute acquisition proposée; et k) la capacité de la Société à réaliser les avantages et les synergies attendus de ses acquisitions. En ce qui concerne les déclarations à l'égard du programme d'efficacité opérationnelle de la Société, ces facteurs comprennent aussi : a) la possibilité que la Société ne réalise pas les économies annualisées ciblées; b) la possibilité que le programme entraîne des répercussions inattendues sur le rendement global; c) la possibilité que les coûts non récurrents et les dépenses d'investissement liés au programme soient plus importants que prévu; et d) la possibilité que la Société ne réalise pas la récupération attendue dans le délai anticipé pour les indemnités de départ, les coûts liés à la fermeture de magasins et les autres charges connexes enregistrés. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement des attentes actuelles, se reporter à la section 3, Aspirations financières sur trois ans (2018 à 2020), ainsi qu'à toutes ses sous-sections, et à la section 9, Risques et gestion des risques, du présent rapport de gestion. Se reporter à la section 2.8, Facteurs de risque, de la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2018, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles en ligne sur le site de SEDAR (« Système électronique de données, d'analyse et de recherche »), à l'adresse www.sedar.com, et à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>.

L'information prospective présentée dans ce document reflète certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. Elle ne tient pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le rapport aux actionnaires;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles et autres renseignements supplémentaires;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les rapports trimestriels de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 6 novembre 2019

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2019

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018 ¹	Au 29 décembre 2018 ¹
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 16)	226,2 \$	446,4 \$	470,4 \$
Placements à court terme	233,3	151,3	183,7
Créances clients et autres débiteurs	1 004,9	976,4	933,3
Créances sur prêts (note 6)	5 598,2	5 277,7	5 511,3
Stocks de marchandises	2 611,1	2 395,8	1 997,5
Impôt sur le résultat à recouvrer	46,7	105,7	15,3
Charges payées d'avance et dépôts	165,3	154,3	138,8
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	7,2	5,5	5,5
Total des actifs courants	9 892,9	9 513,1	9 255,8
Créances à long terme et autres actifs	825,6	707,2	742,6
Placements à long terme	116,0	175,3	152,7
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 275,6	2 265,6	2 272,0
Immeubles de placement	374,8	386,4	364,7
Immobilisations corporelles	4 219,8	4 208,4	4 283,2
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 562,9	—	—
Impôt différé	347,8	217,2	215,8
Total de l'actif	19 615,4 \$	17 473,2 \$	17 286,8 \$
PASSIF			
Dette bancaire (note 16)	39,6 \$	23,0 \$	— \$
Dépôts	829,8	978,5	964,5
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 310,6	2 421,6	2 425,0
Provisions	164,8	146,3	171,8
Emprunts à court terme	909,6	829,1	378,1
Emprunts	659,3	647,9	654,6
Tranche courante des obligations locatives	316,2	—	—
Impôt à payer	66,5	78,7	110,6
Tranche courante de la dette à long terme	538,4	787,2	553,6
Total des passifs courants	5 834,8	5 912,3	5 258,2
Provisions à long terme	58,4	46,3	49,8
Dette à long terme	3 978,8	4 038,2	4 000,3
Dépôts à long terme	1 666,5	1 360,7	1 506,7
Obligations locatives à long terme	1 861,1	—	—
Impôt différé	140,7	188,5	184,5
Autres passifs à long terme	779,7	832,8	872,3
Total du passif	14 320,0	12 378,8	11 871,8
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	588,8	601,2	591,5
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	(138,0)	2,0	51,1
Bénéfices non distribués	3 539,6	3 695,1	3 720,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	3 993,3	4 301,2	4 366,2
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 302,1	793,2	1 048,8
Total des capitaux propres	5 295,4	5 094,4	5 415,0
Total du passif et des capitaux propres	19 615,4 \$	17 473,2 \$	17 286,8 \$

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018 ¹	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018 ¹
Produits (note 11)	3 636,7 \$	3 631,3 \$	10 217,7 \$	9 927,0 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 12)	2 408,1	2 408,5	6 846,9	6 633,7
Marge brute	1 228,6	1 222,8	3 370,8	3 293,3
Autres charges (produits)	17,9	(4,7)	(15,4)	(23,5)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 13)	832,3	870,9	2 493,8	2 528,7
Charges financières nettes (note 14)	71,5	43,4	200,8	106,8
Bénéfice avant impôt	306,9	313,2	691,6	681,3
Impôt sur le résultat	79,2	81,9	162,7	176,5
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	197,2 \$	203,8 \$	444,3 \$	437,8 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	27,5	84,6	67,0
	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Bénéfice par action de base	3,20 \$	3,16 \$	7,18 \$	6,70 \$
Bénéfice par action dilué	3,20 \$	3,15 \$	7,17 \$	6,68 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	61 619 653	64 519 606	61 861 892	65 312 977
Dilué	61 678 957	64 683 997	61 930 350	65 514 421

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Autres éléments de (perte) bénéfice global(e), déduction faite de l'impôt				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie non assujettis à l'ajustement de base	0,2	2,7	(22,3)	8,3
Coût différé de la couverture non assujetti à l'ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps de l'option utilisée pour couvrir des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(1,7)	(0,9)	(10,3)	(1,9)
Reclassement de la perte en résultat	0,9	3,0	0,3	3,8
Écart de change	(51,4)	(27,1)	(80,6)	(27,1)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :				
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	20,2	(24,0)	(36,7)	50,5
Autres éléments de (perte) bénéfice global(e)	(31,8) \$	(46,3) \$	(149,6) \$	33,6 \$
Autres éléments de (perte) bénéfice global(e) attribuables aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(31,8) \$	(47,1) \$	(143,3) \$	31,7 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	0,8	(6,3)	1,9
	(31,8) \$	(46,3) \$	(149,6) \$	33,6 \$
Bénéfice global	195,9 \$	185,0 \$	379,3 \$	538,4 \$
Bénéfice global attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	165,4 \$	156,7 \$	301,0 \$	469,5 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	28,3	78,3	68,9
	195,9 \$	185,0 \$	379,3 \$	538,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	227,7 \$	231,3 \$	528,9 \$	504,8 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des actifs au titre de droits d'utilisation (notes 12 et 13)	136,0	71,2	402,9	225,9
Charge d'impôt	79,2	81,9	162,7	176,5
Charges financières nettes (note 14)	71,5	43,4	200,8	106,8
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 13)	27,5	29,3	80,9	95,6
Perte (profit) à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'actifs au titre de droits d'utilisation	2,4	(0,8)	(27,1)	(16,1)
Autres	7,7	3,7	9,7	8,8
Total, à l'exception des éléments suivants :	552,0	460,0	1 358,8	1 102,3
Intérêts versés	(87,8)	(41,6)	(250,7)	(109,1)
Intérêts reçus	13,1	2,5	22,1	6,8
Impôt payé	(29,0)	(10,9)	(276,2)	(194,0)
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(493,7)	(370,0)	(784,1)	(560,8)
Variation des créances sur prêts	(51,7)	(120,0)	(89,1)	(244,8)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(97,1)	(80,0)	(19,2)	0,4
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(105,2)	(101,5)	(261,8)	(299,0)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(46,7)	(19,6)	(160,2)	(72,6)
Total des entrées	(151,9)	(121,1)	(422,0)	(371,6)
Acquisition de placements à court terme	(105,0)	(25,4)	(256,1)	(127,7)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	113,2	37,3	252,9	142,0
Produit de la cession d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placements	(0,6)	0,3	17,7	17,9
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	—	(762,9)	—	(762,9)
Paiements de loyer au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital) ¹	5,2	—	12,8	—
Acquisition de placements à long terme et autres	(10,0)	(6,3)	(10,0)	(39,6)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(149,1)	(878,1)	(404,7)	(1 141,9)
Activités de financement				
Dividendes versés	(60,7)	(55,3)	(181,8)	(167,8)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(19,9)	(6,1)	(58,9)	(17,1)
Total des dividendes et des distributions payés	(80,6)	(61,4)	(240,7)	(184,9)
Émission nette de titres d'emprunt à court terme	340,7	37,0	531,5	376,8
Émission de titres d'emprunt	76,4	14,5	226,8	173,8
Remboursement de titres d'emprunt	(82,4)	(22,4)	(222,1)	(193,1)
Émission de titres d'emprunt à long terme	—	1 234,0	570,9	1 434,2
Remboursement sur la dette à long terme et de passifs résultant de contrats de location-financement ²	(500,1)	(3,6)	(500,7)	(12,9)
Paiement d'obligations locatives (sur le capital)	(62,0)	—	(231,5)	—
Paiement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	(0,5)	(4,4)	(2,6)	(6,4)
Rachat d'actions	(11,5)	(116,4)	(207,2)	(398,4)
Produit de la cession partielle d'une participation dans CT REIT (note 19)	142,6	—	142,6	—
Produit net de l'émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle (note 19)	86,3	—	86,3	—
Paiements liés aux instruments financiers	(5,4)	(2,5)	(35,3)	(10,8)
Variation des dépôts	(51,3)	(21,8)	22,1	(50,4)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(147,8)	1 053,0	140,1	1 127,9
Flux de trésorerie (utilisés) générés au cours de la période	(394,0)	94,9	(283,8)	(13,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, au début	580,6	328,5	470,4	437,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, à la fin	186,6 \$	423,4 \$	186,6 \$	423,4 \$

1. Montants présentés antérieurement dans les activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

2. Les chiffres comparatifs comprennent le remboursement de passifs résultant de contrats de location-financement en vertu d'IAS 17.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 29 décembre 2018, tel qu'il a été présenté antérieurement	591,5 \$	2,9 \$	92,0 \$	(40,9) \$	51,1 \$	3 720,7 \$	4 366,2 \$	1 048,8 \$	5 415,0 \$
Ajustements transitoires – IFRS 16 (note 2)	—	—	—	—	—	(246,9)	(246,9)	(0,1)	(247,0)
Solde retraité au 30 décembre 2018	591,5	2,9	92,0	(40,9)	51,1	3 473,8	4 119,3	1 048,7	5 168,0
Bénéfice net	—	—	—	—	—	444,3	444,3	84,6	528,9
Autres éléments de (perte) globale	—	—	(62,7)	(80,6)	(143,3)	—	(143,3)	(6,3)	(149,6)
Total (de la perte) du bénéfice global(e)	—	—	(62,7)	(80,6)	(143,3)	444,3	301,0	78,3	379,3
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(45,8)	—	(45,8)	—	(45,8)	—	(45,8)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	11,0	—	—	—	—	—	11,0	—	11,0
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	(200,7)	—	—	—	—	—	(200,7)	—	(200,7)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 9)	187,0	—	—	—	—	(187,0)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(191,5)	(191,5)	—	(191,5)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Vente de titres de participation dans les activités de CT REIT, déduction faite des coûts de transaction (note 19)	—	—	—	—	—	—	—	142,7	142,7
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	92,7	92,7
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(60,3)	(60,3)
Total des apports et des distributions	(2,7)	—	(45,8)	—	(45,8)	(378,5)	(427,0)	175,1	(251,9)
Solde au 28 septembre 2019	588,8 \$	2,9 \$	(16,5) \$	(121,5) \$	(138,0) \$	3 539,6 \$	3 993,3 \$	1 302,1 \$	5 295,4 \$

(en millions de dollars canadiens)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)								
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 30 décembre 2017, tel qu'il a été présenté antérieurement	615,7 \$	2,9 \$	(37,5) \$	—	(37,5) \$	4 169,3 \$	4 750,4 \$	823,3 \$	5 573,7 \$
Ajustements transitoires – IFRS 15	—	—	—	—	—	(7,6)	(7,6)	—	(7,6)
Solde retraité au 30 décembre 2017	615,7	2,9	(37,5)	—	(37,5)	4 161,7	4 742,8	823,3	5 566,1
Ajustements transitoires – IFRS 2 et IFRS 9	—	—	(0,8)	—	(0,8)	(351,1)	(351,9)	(81,9)	(433,8)
Solde retraité au 31 décembre 2017	615,7	2,9	(38,3)	—	(38,3)	3 810,6	4 390,9	741,4	5 132,3
Bénéfice net	—	—	—	—	—	437,8	437,8	67,0	504,8
Autres éléments de bénéfice global	—	—	58,8	(27,1)	31,7	—	31,7	1,9	33,6
Total du bénéfice global	—	—	58,8	(27,1)	31,7	437,8	469,5	68,9	538,4
Transferts des pertes liées aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	8,6	—	8,6	—	8,6	—	8,6
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	9,0	—	—	—	—	—	9,0	—	9,0
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 9)	(402,1)	—	—	—	—	—	(402,1)	—	(402,1)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 9)	378,6	—	—	—	—	(378,6)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(174,7)	(174,7)	—	(174,7)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	2,5	2,5
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(19,6)	(19,6)
Total des apports et des distributions	(14,5)	—	8,6	—	8,6	(553,3)	(559,2)	(17,1)	(576,3)
Solde au 29 septembre 2018	601,2 \$	2,9 \$	29,1 \$	(27,1) \$	2,0 \$	3 695,1 \$	4 301,2 \$	793,2 \$	5 094,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180 Yonge Street, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2018) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites dans la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société, sauf pour ce qui est des principales méthodes comptables adoptées par suite de l'application initiale d'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), le 30 décembre 2018 et décrites dans la présente note.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 6 novembre 2019.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers consolidés sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes constatés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers intermédiaires pourrait être importante de l'avis de la Société, sauf pour ce qui est des jugements et estimations liés à l'adoption d'IFRS 16 décrits dans la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de 2019.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Adoption d'IFRS 16, Contrats de location

Avec prise d'effet en 2019, la Société a adopté IFRS 16 qui a été publiée en janvier 2016, ainsi que les modifications corrélatives. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilisation par le bailleur prévue par IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives pour tous les contrats de location simple pour lesquels la Société est un preneur. Les actifs et les passifs liés aux contrats de location-financement existants à la date de transition demeurent inchangés. La Société a adopté IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, et l'effet cumulatif de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués au 30 décembre 2018. Les données de l'exercice précédent n'ont pas été ajustées.

Le tableau suivant résume les ajustements apportés aux soldes d'ouverture en raison de l'adoption initiale d'IFRS 16.

(en millions de dollars canadiens)	Montants présentés antérieurement en vertu d'IAS 17, au 29 décembre 2018	Ajustements transitoires au titre d'IFRS 16	Solde au 30 décembre 2018
Actif			
Créances clients et autres débiteurs	933,3 \$	14,8 \$	948,1 \$
Créances à long terme et autres actifs	742,6	85,0	827,6
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 272,0	(0,7)	2 271,3
Immeubles de placement	364,7	4,6	369,3
Immobilisations corporelles	4 283,2	(122,6)	4 160,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	1 704,3	1 704,3
Impôt différé	215,8	74,0	289,8
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres passifs	2 425,0 \$	(95,1) \$	2 329,9 \$
Tranche courante des obligations locatives	—	311,4	311,4
Provisions	171,8	(1,1)	170,7
Tranche courante de la dette à long terme	553,6	(15,4)	538,2
Obligations locatives à long terme	—	2 034,9	2 034,9
Dette à long terme	4 000,3	(92,6)	3 907,7
Impôt différé	184,5	(16,1)	168,4
Autres passifs à long terme	872,3	(119,6)	752,7
Bénéfices non distribués	3 720,7	(246,9)	3 473,8
Participation ne donnant pas le contrôle	1 048,8	(0,1)	1 048,7

À l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé des obligations locatives relativement aux contrats de location qui avaient antérieurement été classés comme des contrats de location simple conformément aux principes d'IAS 17. Ces obligations sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers fixes restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal du preneur au 30 décembre 2018. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré du preneur appliqué aux obligations locatives comptabilisées dans le bilan consolidé au 30 décembre 2018 était de 4,88 pour cent.

Le tableau suivant présente le rapprochement des engagements découlant de contrats de location simple au 29 décembre 2018 et du solde d'ouverture des obligations locatives au 30 décembre 2018.

(en millions de dollars canadiens)	
Engagements découlant de contrats de location simple au 29 décembre 2018 ¹	2 621,7 \$
Ajouter : passifs résultant de contrats de location-financement comptabilisés au 29 décembre 2018	108,0
Ajouter : ajustements découlant du traitement différent des options de prolongement et de résiliation	402,6
Incidence de l'actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal du preneur	(505,8)
Soustraire : contrats de location faisant l'objet d'un engagement mais pas encore débutés	(244,2)
Soustraire : contrats de location à court terme, dont les actifs sont de faible valeur et autres	(36,0)
Obligations locatives comptabilisées au 30 décembre 2018	2 346,3 \$

1. Comprend des engagements découlant de contrats de location simple de 128,4 millions de dollars liés aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire dans le cadre d'arrangements de sous-location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation connexes ont été principalement évalués comme si la présente norme avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, puis en l'actualisant à l'aide du taux d'emprunt marginal du preneur à la date de première application. Certains actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués en fonction du montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement au contrat de location qui étaient comptabilisés au bilan au 30 décembre 2018.

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la Société a utilisé les mesures de simplification permises par la norme qui sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de 2019.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a mis à jour ses méthodes comptables pour la comptabilisation des contrats de location, de la façon décrite à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du premier trimestre de 2019.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 28 décembre 2019 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Cependant, compte tenu de récentes réunions de l'IASB, une modification à IFRS 17 et un report de un an de la date de transition sont attendus. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses ratios afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces ratios en fonction des fourchettes cibles.

Au 28 septembre 2019, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives financières liées à ses ententes d'emprunt existantes. En vertu de ces clauses restrictives, la Société dispose d'une souplesse suffisante pour soutenir la croissance des activités.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 28 septembre 2019.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 28 septembre 2019.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa convention de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets. Au 28 septembre 2019, la BCT respectait toutes les exigences externes en matière de capital réglementaire et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa convention de crédit bancaire et de ses facilités d'achat de billets.

4. Liquidités et financement

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a établi un programme de papier commercial libellé en dollars américains lui permettant d'émettre des billets à ordre à court terme pour un montant en capital total maximal de 1,0 milliard de dollars américains aux États-Unis. Dans le cadre de ce programme, des fonds peuvent être empruntés, avec des échéances allant de un jour à 270 jours. Les émissions sont effectuées à escompte dans le cadre de ce programme, et les billets auront égalité de rang de paiement avec toutes les obligations non subordonnées et non garanties existantes et futures envers les créiteurs de la Société.

Au 28 septembre 2019, la Société avait du papier commercial d'un montant de 410,0 millions de dollars américains (équivalant à 542,9 millions de dollars canadiens) en cours.

Au cours du trimestre, l'échéance de la marge de crédit bancaire consentie de la Société totalisant 1,975 milliard de dollars a été prorogée en août 2024, et l'échéance de la facilité de trésorerie de Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») de 300,0 millions, servant de crédit de sûreté pour les titres de série 1997-1 de son programme de papier commercial adossé à des actifs, a été prorogée en août 2022.

Au 28 septembre 2019, GCCT avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 295,3 millions de dollars.

Au 28 septembre 2019, la Société (excluant Helly Hansen et CT REIT) n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie. Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 71,4 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie (180,0 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (309,4 millions de couronnes norvégiennes). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie, et la BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire consentie ni de ses facilités d'achat de billets.

Après le 28 septembre 2019, la BCT a prorogé en octobre 2022 l'échéance de sa marge de crédit bancaire consentie totalisant 250,0 millions de dollars, et elle a prorogé en octobre 2022 l'échéance de ses facilités d'achat de billets consenties, permettant l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT pour un montant maximal de 2,0 milliards.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, CT REIT et Services Financiers. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen et diverses enseignes de SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts aux marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et de centres de distribution.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance et de garantie, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une institution financière réglementée en vertu des lois fédérales qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des CELI et des CPG, directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Le tableau suivant détaille les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes						le 29 septembre 2018 ¹				
	le 28 septembre 2019					Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total						
Produits externes	3 295,5 \$	13,2 \$	332,1 \$	(4,1) \$	3 636,7 \$	3 307,1 \$	11,3 \$	315,3 \$	(2,4) \$	3 631,3 \$	
Produits intersociétés	0,8	108,5	10,9	(120,2)	—	2,8	106,4	10,3	(119,5)	—	
Total des produits	3 296,3	121,7	343,0	(124,3)	3 636,7	3 309,9	117,7	325,6	(121,9)	3 631,3	
Coûts des activités génératrices de produits	2 273,3	—	154,3	(19,5)	2 408,1	2 307,8	—	115,8	(15,1)	2 408,5	
Marge brute	1 023,0	121,7	188,7	(104,8)	1 228,6	1 002,1	117,7	209,8	(106,8)	1 222,8	
Autres (produits) charges	(13,3)	—	0,9	30,3	17,9	(38,1)	—	(0,1)	33,5	(4,7)	
Frais de vente, généraux et administratifs	802,1	27,2	79,1	(76,1)	832,3	868,6	29,1	78,3	(105,1)	870,9	
Charges financières nettes (produits financiers nets)	63,6	27,4	(0,2)	(19,3)	71,5	4,9	26,3	(0,3)	12,5	43,4	
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(13,0)	—	13,0	—	—	(16,8)	—	16,8	—	
Bénéfice avant impôt	170,6 \$	80,1 \$	108,9 \$	(52,7) \$	306,9 \$	166,7 \$	79,1 \$	131,9 \$	(64,5) \$	313,2 \$	
Éléments inclus ci-dessus :											
Amortissements	203,5 \$	— \$	3,3 \$	(43,3) \$	163,5 \$	83,6 \$	— \$	2,5 \$	14,4 \$	100,5 \$	
Produits d'intérêts	24,6	0,1	286,1	(17,1)	293,7	21,4	—	264,9	(17,1)	269,2	
Charges d'intérêts	83,0	27,5	36,4	(52,5)	94,4	21,6	26,3	31,2	(17,5)	61,6	

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres de la période correspondante ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes						le 29 septembre 2018 ¹				
	le 28 septembre 2019					Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total						
Produits externes	9 216,8 \$	38,2 \$	972,1 \$	(9,4) \$	10 217,7 \$	8 990,8 \$	34,1 \$	907,8 \$	(5,7) \$	9 927,0 \$	
Produits intersociétés	3,8	327,1	29,0	(359,9)	—	5,8	319,1	29,3	(354,2)	—	
Total des produits	9 220,6	365,3	1 001,1	(369,3)	10 217,7	8 996,6	353,2	937,1	(359,9)	9 927,0	
Coûts des activités génératrices de produits	6 449,0	—	450,4	(52,5)	6 846,9	6 285,9	—	390,6	(42,8)	6 633,7	
Marge brute	2 771,6	365,3	550,7	(316,8)	3 370,8	2 710,7	353,2	546,5	(317,1)	3 293,3	
Autres (produits) charges	(110,5)	—	1,4	93,7	(15,4)	(122,0)	—	(0,9)	99,4	(23,5)	
Frais de vente, généraux et administratifs	2 403,6	90,0	233,2	(233,0)	2 493,8	2 500,2	90,6	247,8	(309,9)	2 528,7	
Charges financières nettes (produits financiers nets)	182,3	81,7	(0,7)	(62,5)	200,8	(7,1)	78,3	(0,8)	36,4	106,8	
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	(36,7)	—	36,7	—	—	(42,1)	—	42,1	—	
Bénéfice avant impôt	296,2 \$	230,3 \$	316,8 \$	(151,7) \$	691,6 \$	339,6 \$	226,4 \$	300,4 \$	(185,1) \$	681,3 \$	
Éléments inclus ci-dessus :											
Amortissements	606,3 \$	— \$	9,6 \$	(132,1) \$	483,8 \$	270,1 \$	— \$	7,7 \$	43,7 \$	321,5 \$	
Produits d'intérêts	79,7	0,2	829,6	(51,4)	858,1	69,4	0,1	759,0	(55,0)	773,5	
Charges d'intérêts	246,3	81,9	103,0	(157,5)	273,7	48,6	78,4	88,6	(55,9)	159,7	

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, certains chiffres de la période correspondante ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les (produits financiers nets) charges financières nettes;
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les contrats de location intersociétés, les frais de gestion immobilière et les frais de traitement des transactions par carte de crédit.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger à la suite de l'acquisition d'Helly Hansen. Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 145,9 millions de dollars (2018 – 156,5 millions) et à 352,0 millions (2018 – 156,5 millions), respectivement. Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 1,0 milliard de dollars au 28 septembre 2019 (2018 – 1,0 milliard).

Le tableau suivant détaille les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018 ²			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	110,7 \$	19,1 \$	1,5 \$	131,3 \$	137,6 \$	17,1 \$	2,5 \$	157,2 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

2. Les données de l'exercice précédent comprennent les placements dans des actifs au titre de contrats de location-financement.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018 ²			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	300,5 \$	56,6 \$	7,6 \$	364,7 \$	281,0 \$	93,6 \$	5,7 \$	380,3 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

2. Les données de l'exercice précédent comprennent les placements dans des actifs au titre de contrats de location-financement.

Le tableau suivant détaille les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation ¹	20,4 \$	— \$	— \$	20,4 \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Non applicable à l'exercice précédent en raison de l'application initiale d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 28 septembre 2019				le 29 septembre 2018			
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation ¹	176,9 \$	— \$	— \$	176,9 \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Non applicable à l'exercice précédent en raison de l'application initiale d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018 ¹	Au 29 décembre 2018 ¹
Détail	16 157,9 \$	12 149,5 \$	11 894,3 \$
CT REIT	6 001,9	5 676,7	5 708,7
Services Financiers	6 370,3	6 255,4	6 345,6
Éliminations et ajustements	(8 914,7)	(6 608,4)	(6 661,8)
Total de l'actif²	19 615,4 \$	17 473,2 \$	17 286,8 \$

1. Les chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables en raison de l'adoption d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

2. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018 ¹	Au 29 décembre 2018 ¹
Détail	10 199,5 \$	5 660,2 \$	5 239,3 \$
CT REIT	2 715,3	2 689,2	2 623,8
Services Financiers	5 381,6	5 280,4	5 407,1
Éliminations et ajustements	(3 976,4)	(1 251,0)	(1 398,4)
Total du passif²	14 320,0 \$	12 378,8 \$	11 871,8 \$

1. Les chiffres des périodes antérieures ne sont pas comparables en raison de l'adoption d'IFRS 16 en 2019 (se reporter à la note 2).

2. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018	Au 29 décembre 2018
Créances sur cartes de crédit ²	5 574,2 \$	5 244,0 \$	5 484,2 \$
Prêts aux marchands ³	661,1	655,5	662,0
Total des créances sur prêts	6 235,3	5 899,5	6 146,2
Moins : tranche à long terme ⁴	637,1	621,8	634,9
Tranche courante des créances sur prêts	5 598,2 \$	5 277,7 \$	5 511,3 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite de la charge pour pertes de crédit.

2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

3. Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.

4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 635,2 millions de dollars (29 septembre 2018 – 617,0 millions et 29 décembre 2018 – 633,7 millions).

La continuité de la correction de valeur des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

				2019
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois ¹ (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 29 décembre 2018	253,0 \$	186,1 \$	325,5 \$	764,6 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(9,1)	(22,8)	(322,2)	(354,1)
Recouvrements	—	—	62,0	62,0
Nouveaux prêts émis	15,4	—	—	15,4
Transferts				
à la phase 1	136,6	(94,7)	(41,9)	—
à la phase 2	(26,3)	34,5	(8,2)	—
à la phase 3	(20,3)	(29,1)	49,4	—
Réévaluations nettes	(47,8)	124,7	231,9	308,8
Solde au 28 septembre 2019	301,5 \$	198,7 \$	296,5 \$	796,7 \$

1. Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

				2018
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois ¹ (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie ¹ – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 30 décembre 2017	— \$	— \$	— \$	111,0 \$
Ajustement au titre d'IFRS 9				584,0
Solde au 31 décembre 2017	227,0	182,3	285,7	695,0
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(7,7)	(20,2)	(253,0)	(280,9)
Recouvrements	—	—	55,1	55,1
Nouveaux prêts émis	36,4	—	—	36,4
Transferts				
à la phase 1	65,7	(50,3)	(15,4)	—
à la phase 2	(28,8)	31,9	(3,1)	—
à la phase 3	(21,4)	(27,1)	48,5	—
Réévaluations nettes	(30,6)	69,9	199,1	238,4
Solde au 29 septembre 2018	240,6 \$	186,5 \$	316,9 \$	744,0 \$

1. Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de ces créances sur prêts, sauf en ce qui concerne les prêts aux marchands. La Banque continue de chercher à recouvrer la majorité des montants qui ont été radiés au cours de la période. La Banque cherche à recouvrer ces montants, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Le tableau suivant présente l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

(en millions de dollars canadiens)	28 septembre 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 401,5 \$	67,8 \$	— \$	2 469,3 \$
Risque modéré	1 929,7	138,2	—	2 067,9
Risque élevé	897,2	332,2	604,3	1 833,7
Total de la valeur comptable brute	5 228,4	538,2	604,3	6 370,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	301,5	198,7	296,5	796,7
Valeur comptable nette	4 926,9 \$	339,5 \$	307,8 \$	5 574,2 \$

(en millions de dollars canadiens)	29 septembre 2018			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	1 985,5 \$	206,4 \$	— \$	2 191,9 \$
Risque modéré	1 784,9	252,5	—	2 037,4
Risque élevé	782,7	307,7	668,3	1 758,7
Total de la valeur comptable brute	4 553,1	766,6	668,3	5 988,0
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	240,6	186,5	316,9	744,0
Valeur comptable nette	4 312,5 \$	580,1 \$	351,4 \$	5 244,0 \$

(en millions de dollars canadiens)	29 décembre 2018			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 119,3 \$	210,6 \$	— \$	2 329,9 \$
Risque modéré	1 864,4	251,9	—	2 116,3
Risque élevé	836,6	290,4	675,6	1 802,6
Total de la valeur comptable brute	4 820,3	752,9	675,6	6 248,8
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	253,0	186,1	325,5	764,6
Valeur comptable nette	4 567,3 \$	566,8 \$	350,1 \$	5 484,2 \$

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur cartes de crédit et sur prêts s'est élevée à 261,1 millions de dollars (2018 – 243,5 millions) et à 764,4 millions (2018 – 709,0 millions), respectivement.

7. Immobilisations corporelles

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la Société a vendu un immeuble excédentaire situé en Ontario à un tiers pour 18,3 millions de dollars, assorti de 4,6 millions en trésorerie et d'un emprunt hypothécaire financé par le vendeur de 13,7 millions arrivant à échéance dans deux ans.

8. Dette à long terme

Au cours du deuxième trimestre de 2019, GCCT a émis des billets à terme pour un montant de 560,0 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 6 juin 2024, constitués de billets de premier rang d'un montant en capital de 523,6 millions portant intérêt à 2,28 pour cent par année et de billets subordonnés d'un montant en capital de 36,4 millions portant intérêt à 3,43 pour cent par année.

Au cours du trimestre, GCCT a remboursé des billets de premier rang d'un montant de 472,5 millions de dollars, qui portaient intérêt à un taux de 2,568 pour cent par année, ainsi que des billets subordonnés d'un montant de 27,5 millions, qui portaient intérêt à un taux de 3,068 pour cent par année.

9. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018	Au 29 décembre 2018
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (29 septembre 2018 – 3 423 366; 29 décembre 2018 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
58 177 090 actions de catégorie A sans droit de vote (29 septembre 2018 – 60 725 958; 29 décembre 2018 – 59 478 460)	588,6	601,0	591,3
	588,8 \$	601,2 \$	591,5 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours de 2019 et de 2018, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats d'actions de la Société ont été effectués aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes				Pour les périodes de 39 semaines closes			
	le 28 septembre 2019		le 29 septembre 2018		le 28 septembre 2019		le 29 septembre 2018	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	58 212 090	586,0 \$	61 416 558	605,1 \$	59 478 460	591,3 \$	63 066 561	615,5 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	24 227	3,2	17 800	2,9	79 032	11,0	53 794	9,0
Rachetées ¹	(59 227)	(8,0)	(708 400)	(117,0)	(1 380 402)	(200,7)	(2 394 397)	(402,1)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	7,4	—	110,0	—	187,0	—	378,6
Actions en circulation à la fin	58 177 090	588,6 \$	60 725 958	601,0 \$	58 177 090	588,6 \$	60 725 958	601,0 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

Au 28 septembre 2019, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 63,9 millions de dollars (2018 – 57,7 millions) au taux de 1,0375 \$ par action (2018 – 0,900 \$ par action).

Le 6 novembre 2019, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes payables le 1^{er} mars 2020 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2020.

10. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 39 semaines close le 28 septembre 2019, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 439 492 (2018 – 302 160) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à des prix d'exercice de 144,35 \$ et de 134,16 \$ (2018 – 177,09 \$).

11. Produits

Le tableau suivant détaille les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 28 septembre 2019					le 29 septembre 2018 ¹				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total
Vente de biens	3 170,9 \$	— \$	— \$	— \$	3 170,9 \$	3 179,1 \$	— \$	— \$	— \$	3 179,1 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	5,2	—	285,7	(3,4)	287,5	4,8	—	264,6	(2,4)	267,0
Redevances et droits de licence	15,4	—	—	—	15,4	15,6	—	—	—	15,6
Services rendus	3,6	—	46,4	—	50,0	4,1	—	50,7	—	54,8
Produits locatifs	100,4	13,2	—	(0,7)	112,9	103,5	11,3	—	—	114,8
	3 295,5 \$	13,2 \$	332,1 \$	(4,1) \$	3 636,7 \$	3 307,1 \$	11,3 \$	315,3 \$	(2,4) \$	3 631,3 \$

1. Certains chiffres de la période correspondante ont été reclassés afin de refléter la présentation de l'exercice courant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes									
	le 28 septembre 2019					le 29 septembre 2018 ¹				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total
Vente de biens	8 849,1 \$	— \$	— \$	— \$	8 849,1 \$	8 610,8 \$	— \$	— \$	— \$	8 610,8 \$
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	15,6	—	828,4	(8,7)	835,3	13,8	—	758,1	(5,7)	766,2
Redevances et droits de licence	40,6	—	—	—	40,6	41,9	—	—	—	41,9
Services rendus	11,7	—	143,7	—	155,4	12,2	—	149,7	—	161,9
Produits locatifs	299,8	38,2	—	(0,7)	337,3	312,1	34,1	—	—	346,2
	9 216,8 \$	38,2 \$	972,1 \$	(9,4) \$	10 217,7 \$	8 990,8 \$	34,1 \$	907,8 \$	(5,7) \$	9 927,0 \$

1. Certains chiffres de la période correspondante ont été reclassés afin de refléter la présentation de l'exercice courant.

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Canadian Tire	1 813,2 \$	1 781,8 \$	5 184,3 \$	5 087,3 \$
SportChek	543,3	528,5	1 416,9	1 390,9
Mark's	266,6	265,5	798,0	778,2
Helly Hansen	211,7	181,7	451,1	181,7
Division pétrolière	504,5	550,8	1 426,1	1 547,9
Autres et éliminations intersectorielles	(43,8)	(1,2)	(59,6)	4,8
	3 295,5 \$	3 307,1 \$	9 216,8 \$	8 990,8 \$

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

12. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Coût des ventes de stocks ¹	2 268,4 \$	2 305,1 \$	6 444,8 \$	6 288,6 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	105,6	69,9	309,4	257,9
Charges financières	16,7	16,2	50,2	45,7
Autres	17,4	17,3	42,5	41,5
	2 408,1 \$	2 408,5 \$	6 846,9 \$	6 633,7 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend un amortissement de 2,6 millions de dollars (2018 – 1,7 million) et de 6,9 millions (2018 – 4,8 millions), respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 19,0 millions de dollars (2018 – 15,2 millions) et à 39,2 millions (2018 – 31,9 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes correspondantes et reprises au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 s'élevaient à 1,5 million de dollars (2018 – 1,4 million) et à 4,5 millions (2018 – 3,6 millions), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

13. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Charges liées au personnel	335,7 \$	339,4 \$	981,7 \$	947,3 \$
Occupation ¹	97,9	185,9	313,7	554,8
Marketing et publicité	64,6	67,8	210,2	208,6
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ^{2, 3}	68,7	69,5	203,5	221,1
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	64,7	—	192,5	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	27,5	29,3	80,9	95,6
Systèmes informatiques	46,9	44,8	139,2	125,6
Autres	126,3	134,2	372,1	375,7
	832,3 \$	870,9 \$	2 493,8 \$	2 528,7 \$

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, les chiffres des périodes correspondantes ne sont pas comparables (se reporter à la note 2). Les paiements de loyer qui étaient antérieurement comptabilisés à titre de coûts d'occupation sont maintenant comptabilisés comme amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (présenté dans la présente note) et comme charges financières dans les obligations locatives (note 12).

2. Se reporter à la note 12 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

3. Les chiffres des périodes correspondantes comprennent l'amortissement des contrats de location-financement de 2,3 millions de dollars et de 7,3 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2018, qui est maintenant comptabilisé comme amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation pour les périodes considérées en raison de l'adoption d'IFRS 16 (se reporter à la note 2).

14. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
(Produits) financiers	(4,6) \$	(2,0) \$	(18,1) \$	(7,2) \$
(Produits) financiers sur les créances locatives ¹	(1,6)	—	(4,6)	—
Charges financières ²	51,4	45,4	142,7	114,0
Charges financières sur les obligations locatives ³	26,3	—	80,8	—
	71,5 \$	43,4 \$	200,8 \$	106,8 \$

1. En raison de l'adoption d'IFRS 16, les chiffres des périodes correspondantes ne sont pas comparables (se reporter à la note 2). Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.

2. Les chiffres des périodes correspondantes comprennent l'intérêt sur les contrats de location-financement de 1,7 million de dollars et de 5,4 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2018, qui est maintenant comptabilisé comme charges financières sur les obligations locatives pour les périodes considérées en raison de l'adoption d'IFRS 16 (se reporter à la note 2).

3. En raison de l'adoption d'IFRS 16, les chiffres des périodes correspondantes ne sont pas comparables (se reporter à la note 2).

15. Impôt sur le résultat

Les charges (économies) d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018	le 28 septembre 2019	le 29 septembre 2018
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie non assujettis à l'ajustement de base	0,3 \$	1,0 \$	(7,8) \$	2,7 \$
Coût différé de la couverture non assujetti à l'ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps de l'option utilisée pour couvrir des éléments couverts liés à un intervalle de temps	(0,6)	(0,3)	(3,7)	(0,7)
Reclassement du profit (de la perte) en résultat	0,1	1,0	(0,1)	1,6
Profits nets (pertes nettes) lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	7,3	(8,7)	(13,5)	18,5
	7,1 \$	(7,0) \$	(25,1) \$	22,1 \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il existe toutefois la possibilité que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a conclu une entente avec le ministère des Finances de l'Ontario relativement au traitement fiscal de produits gagnés à l'étranger par une société liée étrangère de la Société pour les exercices 2004 et 2005. À la suite du règlement, la Société a comptabilisé une économie d'impôt de 3,3 millions de dollars (2018 – néant) et des produits d'intérêts avant impôt gagnés sur le trop-perçu d'impôt de 6,9 millions (2018 – néant).

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

16. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019	Au 29 septembre 2018	Au 29 décembre 2018
Trésorerie	117,8 \$	75,6 \$	125,2 \$
Équivalents de trésorerie	97,9	361,4	324,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	10,5	9,4	20,4
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	226,2	446,4	470,4
Dette bancaire	(39,6)	(23,0)	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	186,6 \$	423,4 \$	470,4 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue des remboursements aux porteurs de billets et du paiement d'autres frais de financement de 5,6 millions de dollars (29 septembre 2018 – 5,9 millions et 29 décembre 2018 – 16,2 millions) et d'autres éléments liés à l'exploitation de 4,9 millions (29 septembre 2018 – 3,5 millions et 29 décembre 2018 – 4,2 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 73,2 millions de dollars et à 311,1 millions, respectivement.

Engagements en capital

Au 28 septembre 2019, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 235,3 millions de dollars (2018 – 205,4 millions).

17. Instruments financiers

17.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, de la dette bancaire, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices normalisés attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 32 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

17.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise la hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 28 septembre 2019		Au 29 septembre 2018		Au 29 décembre 2018	
Poste du bilan	Catégorie	Niveau		Niveau		Niveau	
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	16,3 \$	2	11,2 \$	2	25,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	20,0	2	45,6	2	121,8
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	—	2	11,3	2	7,7
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	23,3	2	22,9	2	37,1
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	9,4	2	13,8	2	16,7
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	13,3	2	6,8	2	4,7
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	517,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	4,0	2	3,1	2	5,0

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018.

17.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 32.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2018 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 28 septembre 2019		Au 29 septembre 2018		Au 29 décembre 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	233,3 \$	233,5 \$	151,3 \$	151,4 \$	183,7 \$	183,7 \$
Placements à long terme	116,0	116,4	175,3	176,3	152,7	153,4
Dette	4 517,2	4 757,9	4 825,4	4 887,1	4 553,9	4 603,9
Dépôts	2 496,3	2 515,7	2 339,2	2 316,5	2 471,2	2 450,4

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

18. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire. La Société a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

Les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation de la Banque pour les exercices allant de 2011 à 2015 ont fait l'objet d'un appel devant la Cour canadienne de l'impôt. Les exercices 2016 et 2017 ont également fait l'objet d'une nouvelle cotisation, et la direction prend les mesures requises pour les intégrer à l'appel. La Banque estime que certains services liés au traitement des cartes de crédit constituent des services financiers exonérés aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada). Même si la Cour a récemment rendu une décision dans une affaire non liée à la Banque établissant que des services de traitement semblables étaient assujettis aux taxes de vente fédérale et du Québec, cette décision fait actuellement l'objet d'un appel, et la Banque est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que sa position sera acceptée par les tribunaux et que les services seront considérés comme étant des services financiers exonérés. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée en prévision des montants à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable. Si la Cour rend une décision défavorable à la Banque, le risque global ne serait pas important au troisième trimestre de 2019.

19. Filiales

Modification de la participation de la Société dans une filiale

Au cours du trimestre, la Société a réduit sa participation dans CT REIT, qui est passée de 76,1 pour cent à 69,3 pour cent, et CT REIT a conclu un placement de parts sur le capital autorisé pour un produit brut d'environ 150,1 millions de dollars et 90,0 millions, et des coûts de transaction nets de 7,4 millions et de 3,8 millions, respectivement. Par conséquent, un montant de 228,9 millions de dollars a été transféré aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

20. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 1^{er} octobre 2019, la Société a acquis la marque Party City, ainsi que son réseau de magasins, ses effectifs, ses droits de tenure à bail et ses immobilisations corporelles au Canada pour la somme de 174,4 millions de dollars. Party City est une destination de magasinage unique et chef de file pour les articles de fête, et une entreprise spécialisée en articles pour les célébrations saisonnières et microsaisonnières qui réunit 65 magasins de détail dans sept provinces au Canada.

Comme la transaction a été conclue le 1^{er} octobre 2019, à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, la Société n'avait pas suffisamment d'information pour finaliser la comptabilisation du prix d'achat et pour présenter de l'information pro forma sur les produits et le profit ou la perte liés à la transaction.

La Société a engagé des frais connexes à l'acquisition de 2,3 millions de dollars au cours du trimestre au titre des frais juridiques et des honoraires de conseil externes, ainsi que des coûts liés au contrôle diligent. Ces coûts ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et administratifs à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.